

FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER 2026

# Les messages forts du Président Tebboune

*Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a inauguré, avant-hier à Alger, la 57<sup>e</sup> édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), placée sous le thème : « Confiance et stabilité pour une croissance durable ». Ce rendez-vous économique a été une occasion pour le chef de l'État de réaffirmer les grandes orientations économiques du pays, fondées sur l'industrialisation, la valorisation des compétences nationales, le développement des infrastructures structurantes et le renforcement des partenariats régionaux et internationaux. P 3*

## ● Le partenariat algéro-espagnol en plein essor



INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE  
**Bientôt un institut de traitement par cellules souches à Alger** P 2

HYDROCARBURES, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET DESSALEMENT  
**L'Algérie expose sa feuille de route au FMI** P 4

RÉALISATION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CONTINENTAL  
**Des experts soulignent le rôle central de l'Algérie** P 3

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE  
**L'Algérie et le Kenya examinent les moyens de renforcer la coopération**

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Koudri, a examiné, lundi à Alger, avec la secrétaire d'Etat au Commerce au ministère des Investissements, du Commerce et de l'Industrie de la République du Kenya, Mme Regina Akoth Ombam, les moyens de renforcer la coopération et le partenariat entre les deux pays dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, indique un communiqué du ministère.

La rencontre a été l'occasion de passer en revue les perspectives de coopération bilatérale et d'évoquer la possibilité pour le Kenya de bénéficier de l'expertise algérienne dans la production de médicaments innovants et biologiques répondant aux normes internationales en vigueur, précise la même source.

Les entretiens ont également porté sur les moyens d'élargir la coopération entre les deux pays en encourageant les opérateurs économiques algériens à investir au Kenya, à travers la création d'unités de production pharmaceutique, à même de contribuer au transfert du savoir-faire algérien et au renforcement de l'intégration industrielle à l'échelle africaine.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

## Bientôt un institut de traitement par cellules souches à Alger

Les travaux de réalisation d'un Institut de traitement par cellules souches seront lancés à Alger durant le mois en cours, a annoncé, hier à Alger, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Koudri qui a souligné que la thérapie par cellules souches constitue aujourd'hui, à l'échelle mondiale, l'une des solutions prometteuses pour le traitement des maladies incurables, notamment le cancer et les maladies rares.

Par R E/Agence

Le ministre s'exprimait lors d'une intervention sur "l'implantation de l'industrie pharmaceutique en Algérie, entre sécurité médicamenteuse et concrétisation des orientations stratégiques de l'Etat", présentée devant la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la sécurité sociale au Conseil de la nation, sous la présidence du professeur Habib Douaghi, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali. A cet effet, M. Koudri a indiqué que cet institut, relevant du groupe Saïdal et dont la réalisation sera supervisée par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, sera parachevé en l'espace d'une année, soulignant que le projet en question permettra de relever le défi et de placer l'Algérie parmi les pays leaders dans le domaine des technologies médicales modernes, et ce, en sus de contribuer à réduire la facture d'importation des médicaments chimiques et d'améliorer la prise en charge des malades. Il a évoqué aussi des projets structurants à dimension nationale et régionale, en cours de préparation, concernant la branche des matières premières efficaces et des intrants industriels, soulignant que le secteur est en phase de développer une base locale pour la production d'intrants pharmaceutiques, l'objectif étant de couvrir 50% des besoins de l'industrie na-

tionale d'ici 2027. Ces projets concernent notamment la production de principes actifs destinés aux antibiotiques, aux hormones, aux médicaments anticancéreux, aux traitements du diabète ainsi qu'aux anti-inflammatoires, a-t-il ajouté, faisant état d'un projet d'usine de fabrication de vaccin et d'un centre de recherche en virologie qui sera doté d'une unité de production de vaccins à usage humain et vétérinaire, ce qui permettra de réduire les importations dans ce domaine et de renforcer la position de l'Algérie en tant que hub régional. Dans ce contexte, le ministre a évoqué la réalisation d'une unité de stérilisation des dispositifs médicaux, affirmant que ce projet contribuera au soutien de l'industrie nationale, à la réduction des coûts et à l'amélioration de la compétitivité du produit local par rapport aux produits importés, tant en matière de qualité que de prix. S'agissant de la dimension continentale des projets du secteur, M. Koudri a indiqué que les efforts se poursuivent pour concrétiser un projet de centre logistique régional relevant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de la Conférence ministérielle sur la production locale des médicaments et des technologies de santé en Afrique, tenue à Alger en novembre dernier. Il a expliqué que ce projet s'inscrit dans le cadre du renforcement de la position stratégique de l'Algérie au niveau international et en concrétisation

des orientations stratégiques de l'Etat visant à ancrer la place de l'Algérie en tant qu'acteur régional pivot dans le domaine de l'industrie pharmaceutique.

Ce projet structurant vise également, ajoute le ministre, à faire de l'Algérie une plateforme logistique régionale permettant de relier les marchés africains à leurs homologues européens, et contribuera à soutenir le processus de réalisation de la souveraineté sanitaire du continent africain à travers la valorisation de la production nationale et l'intégration de l'Algérie dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Dans le cadre du renforcement de la sécurité sanitaire nationale, à travers la garantie d'un approvisionnement régulier en médicaments essentiels, dispositifs médicaux et autres produits pharmaceutiques, le ministre a indiqué qu'un plan d'action intégré a été mis en place, reposant principalement sur le renforcement et le développement d'une industrie pharmaceutique intégrée et compétitive, l'accroissement des capacités nationales de production, le développement et la diversification de la chaîne de production, l'augmentation du taux d'intégration industrielle, l'encouragement de la sous-traitance locale, l'encouragement du développement de la sous-traitance industriel, ainsi que la promotion de l'investissement dans les domaines de la chimie pharmaceutique et de la biochimie.

UNIVERSITÉ DJILLALI LIABES- SAIDAL

## Signature d'un accord de partenariat

L'Université "Djillali Liabes" de Sidi Bel-Abbes et le groupe pharmaceutique "Saidal" ont signé un accord-cadre de partenariat et de coopération visant le développement de projets de recherche conjoints ainsi que l'accompagnement des étudiants et des chercheurs dans leurs parcours scientifique et professionnel, a-t-on appris mardi auprès de la cellule de communication de l'établissement universitaire. Selon la même source, la cérémonie de signature s'est tenue lundi, en marge des travaux du séminaire national consacré aux "Matériaux avancés et structures d'ingénierie

pour une ingénierie durable", organisé à Sidi Bel-Abbes, en présence du recteur de l'université, Bouziani Mehri, et de la directrice du Centre de recherche, de développement et d'innovation du groupe Saidal, Siham Aouabdi, ainsi que de plusieurs enseignants-chercheurs et représentants de partenaires économiques. Cet accord s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à renforcer l'ouverture de l'université sur son environnement économique et social. Il ambitionne également de favoriser la valorisation des résultats de la recherche scientifique

et leur transformation en projets industrialisables et en productions concrètes, notamment à travers le partenariat avec un acteur industriel majeur tel que le groupe Saidal. La même source a indiqué que cette coopération devrait offrir de nouvelles perspectives aux doctorants et aux chercheurs dans les domaines de l'innovation et du développement technologique, notamment par la mise à disposition de plateformes d'application et le renforcement des échanges d'expertise avec les cadres du groupe. L'université a, de son côté, réaffirmé sa disponibilité à mobiliser ses com-

pétences scientifiques afin de soutenir la production nationale et de contribuer au renforcement de la souveraineté industrielle et pharmaceutique. L'accord vise à instaurer un cadre structuré et durable de coopération entre les deux parties dans les domaines de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation, à travers la conduite de projets de recherche communs, l'accompagnement des étudiants et chercheurs, ainsi que l'organisation d'activités scientifiques et techniques d'intérêt partagé, conclut la même source.

R E.

CONSACRÉE AUX OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT EN ALGÉRIE

## L'AAPI organise aujourd'hui une conférence à Genève

Le consulat général d'Algérie à Genève, en partenariat avec l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), organisera aujourd'hui mercredi dans cette ville suisse une conférence économique consacrée à l'examen des opportunités d'investissement en Algérie, sous le thème : «L'investissement en Algérie: opportunités et perspectives», indique un communiqué de l'AAPI.

L'organisation de cette rencontre s'inscrit dans le cadre du «renforcement des liens avec les membres de la communauté nationale établie à l'étranger, notamment les compétences algériennes résidant en Suisse, en vue de les encourager à contribuer activement à la dynamique économique que connaît l'Algérie, à travers l'exploration des opportunités d'investissement disponibles et la concrétisation de leurs projets futurs

dans différents secteurs porteurs», précise la même source.

Le programme de la conférence comprendra plusieurs axes essentiels, pour ne citer que la présentation du cadre juridique et fiscal régissant l'investissement en Algérie, l'identification des secteurs économiques prometteurs et des opportunités d'investissement offertes, ainsi que la présentation des mécanismes d'accompagnement et des

facilités destinés aux investisseurs étrangers et aux membres de la communauté nationale à l'étranger. Cette initiative traduit la volonté des pouvoirs publics et de l'AAPI d'accompagner les porteurs de projets et de valoriser la contribution des compétences nationales établies à l'étranger au processus de développement économique, conclut le communiqué.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux  
Eco

Edité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse  
01, rue Bachir Attar  
Sidi M'hamed Alger  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER 2026

# Les messages forts du Président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a inauguré, avant-hier à Alger, la 57<sup>e</sup> édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), placée sous le thème : « Confiance et stabilité pour une croissance durable ». Ce rendez-vous économique a été une occasion pour le chef de l'État de réaffirmer les grandes orientations économiques du pays, fondées sur l'industrialisation, la valorisation des compétences nationales, le développement des infrastructures structurantes et le renforcement des partenariats régionaux et internationaux.

Par Zahir R.

**A**u cours de sa visite des différents pavillons de la FIA 2026, le chef de l'État a particulièrement salué les avancées enregistrées dans le domaine de l'industrie nationale, notamment dans les secteurs à forte valeur ajoutée technologique. L'un des moments marquants de cette inauguration a été la présentation, au stand de l'Armée nationale populaire, d'un pistolet automatique conçu et fabriqué à 100 % en Algérie. Une réalisation qui illustre, selon le président de la République, la capacité du pays à franchir de nouveaux paliers en matière de maîtrise industrielle et technologique. Il a souligné la nécessité de donner la priorité à la production nationale et de réduire le recours aux importations de pièces de rechange, sauf pour les pièces « très techniques », compte tenu des capacités humaines dont dispose l'Algérie en ingénieurs qualifiés. Le président Tebboune a estimé qu'il est temps de leur donner l'opportunité de contribuer au développement de l'économie nationale. Au pavillon de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), le président de la République a mis en avant l'importance des projets ferroviaires en cours de réalisation, notamment la ligne Alger-Tamanrasset, dans le cadre de la dynamique de développement que connaît le pays. « Les gens n'imaginent pas l'importance de cette ligne ferroviaire », a-t-il souligné, rappelant que la Route transsaharienne avait constitué une véritable révolution à

l'époque du président Houari Boumediene. « Lorsque j'ai parlé du chemin de fer en 2019, beaucoup pensaient qu'il s'agissait d'un rêve, à l'image du projet de Gara Djebilet. Aujourd'hui, c'est une réalité », a-t-il ajouté. À travers ce projet, les autorités entendent renforcer les connexions entre le nord et le sud du pays, soutenir l'exploitation des ressources minières et ouvrir de nouvelles perspectives de développement pour les régions sahariennes. Par ailleurs, le chef de l'État a mis en avant la volonté de l'Algérie de renforcer ses partenariats économiques avec de nombreux pays à travers divers projets d'investissement, notamment l'Espagne, qui est invitée d'honneur de cette nouvelle édition. Au pavillon du Sultanat d'Oman, le président de la République a invité les opérateurs économiques de ce pays frère à rejoindre la dynamique que connaît le secteur de la production de rond à béton en Algérie, soulignant que la porte de la coopération entre les deux pays est « largement ouverte », exprimant sa satisfaction quant au niveau atteint par les relations algéro-omanaises. Le président de la République a également réservé une attention particulière au pavillon de la République du Tchad, où il a réitéré son engagement à accompagner les projets de développement engagés entre les deux pays. Énergie, prospection gazière, cimenteries, raffinerie, extension du réseau électrique ou infrastructures diverses figurent parmi les domaines identifiés comme prioritaires. « Tous les projets souhaités par le Tchad bénéficient de notre soutien et de

notre accompagnement », a-t-il assuré, soulignant la reprise positive de la coopération bilatérale, notamment à travers le renforcement des liaisons aériennes et la relance des programmes économiques communs. Concernant la Tunisie, le président Tebboune a insisté sur la volonté commune qu'il partage avec son homologue Kaïs Saïed de donner une nouvelle impulsion à la coopération économique bilatérale. Il a réaffirmé le soutien de l'Algérie aux efforts de développement de l'économie tunisienne et la détermination des deux pays à renforcer davantage leurs échanges. Enfin, au pavillon de l'État de Palestine, le président de la République a renouvelé le soutien constant de l'Algérie à la cause palestinienne. Saluant la richesse du patrimoine culturel et artisanal palestinien, il a rendu hommage à la résilience du peuple palestinien face aux épreuves. « Malgré les destructions et les ruines, la vie continue à Gaza. Il y a de la vie, il y a de l'espoir », a-t-il déclaré, avant de réaffirmer que l'Algérie continuera à défendre le droit du peuple palestinien à un État indépendant. Au pavillon tunisien, le président de la République a salué le niveau atteint par les relations bilatérales entre les deux pays frères, soulignant la forte volonté du président tunisien, M. Kaïs Saïed, de relancer l'économie tunisienne. Pour rappel, la 57<sup>e</sup> édition de la Foire internationale d'Alger, qui se poursuit à la SAFEX jusqu'au 27 juin, connaît la participation de 781 entreprises nationales et étrangères représentant 36 pays.

## AXÉ SUR L'INVESTISSEMENT ET LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

### Le partenariat algéro-espagnol en plein essor

Par Selma R.

**A**l'occasion de la 57<sup>e</sup> foire internationale d'Alger (FIA), la participation de l'Espagne en invité d'honneur scelle le renouveau économique entre Alger et Madrid. Ce rendez-vous concrétise une volonté bilatérale de relancer un partenariat stratégique axé sur l'investissement, le transfert de compétences et la diversification de l'économie algérienne. Qualifié de « signal politique fort », le choix de l'Espagne comme invité d'honneur de la FIA fait suite à la réactivation du Traité d'amitié entre les deux pays en mars 2026. Abdellah Seriai, président du Forum d'affaires algéro-espagnol, a rappelé sur les ondes de la « Chaîne III » de la Radio nationale que les signes de ce réchauffement étaient déjà visibles dès la fin 2024, s'intensifiant en 2025. Il a également souligné le soutien direct du chef de l'État : « Le président de la République a clairement encouragé les opérateurs économiques des deux pays à développer davantage de partenariats et à concrétiser des projets d'investissement communs ».

Dans cette nouvelle dynamique, plusieurs secteurs apparaissent comme particulièrement porteurs. L'agriculture, l'agroalimentaire et l'aquaculture figurent parmi les priorités identifiées par le Forum d'affaires algéro-espagnol. « L'Espagne dispose d'une expertise reconnue dans ces domaines. Notre objectif est de favoriser un partenariat gagnant-gagnant fondé sur le transfert de compétences et de technologies », a expliqué Abdellah Seriai. Cette orientation s'inscrit dans la stratégie algérienne visant à renforcer sa sécurité alimentaire et à développer des filières à forte valeur ajoutée. Les énergies renouvelables représentent également un important levier de coopération. Fort de son potentiel solaire exceptionnel, notamment dans les régions du Sud, le marché algérien suscite un intérêt croissant auprès des entreprises espagnoles. Dans cette perspective, le Forum prévoit l'organisation de journées dédiées aux énergies renouvelables en septembre prochain afin de rapprocher les institutions et les opérateurs économiques des deux pays. L'industrie constitue un autre axe majeur

de coopération. Le président du Forum estime que l'expérience espagnole dans la sous-traitance industrielle et les composants automobiles pourrait contribuer au développement d'un véritable tissu industriel local. « L'industrie automobile ne se limite pas à l'assemblage. Elle repose sur un réseau dense de petites et moyennes entreprises produisant les pièces et équipements nécessaires », a-t-il indiqué, évoquant notamment les opportunités dans la fabrication de pare-brise, d'essuie-glaces ou encore de composants destinés aux véhicules. Cette relance des relations économiques s'accompagne également d'une restructuration du Forum d'affaires algéro-espagnol, remis sur pied après plusieurs années de ralentissement liées à la pandémie et à diverses contraintes administratives. Désormais pleinement opérationnelle, l'organisation déploie une feuille de route axée sur l'accompagnement des investisseurs, l'organisation de rencontres B2B et la promotion des exportations algériennes vers le marché espagnol.

## RÉALISATION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CONTINENTAL

### Des experts soulignent le rôle central de l'Algérie

**D**es experts en économie ont souligné, hier à Alger, le rôle central de l'Algérie dans la réalisation du développement économique continental, notamment à travers le lancement de plusieurs grands projets structurants, ainsi que sa vision stratégique visant à renforcer l'intégration africaine.

Lors d'une séance-débat consacrée à "La coopération Sud-Sud et la position de l'Algérie à la lumière des mutations géopolitiques mondiales", organisée en marge de la Foire internationale d'Alger (FIA), les intervenants ont qualifié l'Algérie de "locomotive du continent africain", à travers la concrétisation de plusieurs projets à dimension continentale, notamment la route transsaharienne, le gazoduc transsaharien (Nigeria-Niger-Algérie), les projets ferroviaires, et le projet de la dorsale transsaharienne à fibre optique, outre la réalisation de centrales électriques dans des pays africains. A cet effet, le président d'Algeria Investment Conference (AIC), Racim Benhanem, a assuré que l'Algérie avait contribué, au fil des années et de manière significative, au renforcement du processus de développement continental et de la stabilité sécuritaire, tout en participant à de nombreuses initiatives, à l'instar du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et de la création de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement. Il a également rappelé que l'Algérie avait accueilli la Foire commerciale intra-africaine (IATF), du 4 au 10 septembre 2025, un événement ayant "permis d'ouvrir de nouvelles perspectives pour la coopération Sud-Sud et offert aux entreprises algériennes l'opportunité de faire connaître et de promouvoir leurs produits sur le marché africain, tant sur le plan qualitatif que quantitatif, contribuant ainsi à l'augmentation des exportations hors hydrocarbures". De son côté, Chiraz Bensemmane, directrice de Pitch World Fast, cabinet de consulting spécialisée dans le business développement, a appelé les entreprises algériennes à tirer pleinement profit des avantages qu'offre la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) aux Etats membres et à coordonner les efforts Sud-Sud afin de réduire les coûts de production et de transport, et de rendre les différents produits plus accessibles à des prix raisonnables. Elle a, en outre, salué les efforts des pouvoirs publics visant à consolider la présence de l'Algérie sur le continent africain, particulièrement à travers l'ouverture de lignes aériennes vers plusieurs capitales africaines, l'organisation d'expositions dédiées aux produits algériens à l'étranger, et la participation à d'autres salons internationaux, autant d'initiatives de nature à élargir la présence géographique des produits algériens. Pour sa part, l'expert en économie, Mahfoud Kaoubi, a mis en avant le rôle pivot de la diplomatie économique dans la consolidation de la présence de l'Algérie au sein des pays africains, notamment dans le contexte des mutations géopolitiques actuelles, appelant à une exploitation optimale et rationnelle des opportunités offertes et au développement de partenariats étrangers. A noter que la 57<sup>e</sup> édition de la FIA se poursuit jusqu'au 27 juin courant avec la participation de plus de 781 exposants, dont 202 exposants étrangers représentant 36 pays, parmi lesquels l'Espagne, invitée d'honneur de la FIA.

APS.

**INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE**  
**Tradifoot et Skechers lancent un projet industriel à Alger**

Par Z R.

Une nouvelle étape dans le développement de l'industrie manufacturière nationale a été franchie avec la signature d'un accord stratégique entre le groupe algérien Tradifoot et le géant américain de la chaussure "Skechers". L'accord, signé à Alger par Douglas Parker pour Skechers et Djamel Ramoul, président-directeur général de Tradifoot, porte sur la réalisation du premier site industriel de la marque américaine en Afrique et dans le monde arabe. Intervenant lors de la cérémonie de signature, l'adjoint au directeur général de Tradifoot, M. Oualid Benahmed, a souligné la portée économique et industrielle de ce partenariat, qu'il a qualifié de « moment historique » s'inscrivant dans la dynamique de transformation industrielle que connaît l'Algérie. « Notre pays connaît aujourd'hui une transformation industrielle profonde et structurelle qui nous conduit vers une économie productive fondée sur la fabrication locale et portant fièrement le label "Fabriqué en Algérie" », a-t-il déclaré devant les représentants des institutions, les partenaires économiques et les invités présents à l'événement. En effet, ce partenariat, dira-t-il, est l'aboutissement de plus de dix-sept années d'expérience et de développement de Tradifoot sur le marché national. « Ces années ont permis de bâtir une expertise solide et de faire de notre entreprise un partenaire fiable pour plusieurs marques internationales, dont Skechers », a-t-il indiqué.

Le projet prévoit l'implantation, dans la zone industrielle de Baba Ali (Alger), d'une unité de production qui constituera la première base industrielle de Skechers sur le continent africain et dans la région arabe. L'entrée en exploitation de l'usine est programmée pour le premier trimestre 2027, avec une capacité de production de 2 millions de paires de chaussures par an. Le projet ambitionne également d'accroître progressivement le taux d'intégration locale, qui passera de 40 % au démarrage à 70 % à moyen terme, grâce au développement d'un écosystème de fournisseurs nationaux. Au-delà de ses performances industrielles, le projet devrait générer près de 1 500 emplois directs et contribuer à la réduction de la facture des importations dans le secteur de la chaussure. Plus de quatre lignes de production supplémentaires sont d'ores et déjà prévues dans les phases ultérieures de développement. Pour Tradifoot, cette implantation s'inscrit dans une vision plus large visant à faire de l'Algérie un pôle régional de production et une plateforme d'ex-

**HYDROCARBURES, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET DESSALEMENT**  
**L'Algérie expose sa feuille de route au FMI**

Dans le cadre des consultations annuelles prévues par l'article IV des statuts du Fonds monétaire international, le ministre d'État, ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, a présenté à une délégation du FMI les grandes orientations de la stratégie énergétique nationale. Une rencontre qui a mis en lumière les réformes engagées pour renforcer l'attractivité du secteur des hydrocarbures, accélérer la transition énergétique et soutenir la croissance économique du pays.

Par Réda Hadi

Le secteur énergétique demeure plus que jamais au cœur de la stratégie de développement économique de l'Algérie. C'est le message qu'a tenu à transmettre le ministre d'État, ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, lors de l'audience accordée mardi à une délégation du Fonds monétaire international (FMI), conduite par le chef de mission du Fonds en Algérie, Charalambos Tsangarides.

Au cours de cette réunion, Mohamed Arkab a présenté un état des lieux détaillé de l'industrie des hydrocarbures, pilier fondamental de l'économie nationale. Il a notamment mis en avant les efforts déployés pour relancer l'exploration et la production d'hydrocarbures, renforcer les capacités de raffinage et de transformation, et développer des activités à plus forte valeur ajoutée. L'objectif affiché est double : répondre à la croissance de la demande énergétique nationale tout en consolidant la position de l'Algérie comme fournisseur fiable de gaz et de pétrole sur les marchés internationaux. Dans un contexte mondial marqué par les tensions géopolitiques et les mutations du marché énergétique, cette ambition revêt une importance stratégique particulière.

Le ministre a également insisté sur les réformes réglementaires et institutionnelles

engagées ces dernières années pour améliorer l'attractivité du secteur. Ces mesures visent à encourager l'arrivée de nouveaux investisseurs et à favoriser le développement de partenariats avec les grandes compagnies énergétiques internationales.

À ce titre, l'appel d'offres international « Algeria Bid Round 2026 » a été présenté comme une étape majeure de cette dynamique. Cette opération doit permettre de valoriser davantage le domaine minier national, d'attirer des capitaux étrangers et de faciliter le transfert de technologies modernes vers l'industrie énergétique algérienne.

Les investissements portés par Sonatrach, en partenariat avec des groupes internationaux, occupent également une place centrale dans cette stratégie. Les autorités misent sur ces projets pour accroître les capacités de production et soutenir la croissance économique à moyen et long terme.

La rencontre a permis également de mettre en lumière les efforts entrepris par l'Algérie pour inscrire son industrie énergétique dans une trajectoire plus durable. Mohamed Arkab a détaillé les programmes de réduction des émissions de méthane, de limitation du torchage du gaz et de développement des technologies de captage, de stockage et d'utilisation du carbone. Le développement de l'hydrogène bas carbone et l'intégration croissante des énergies renouvelables dans

les activités pétrolières et gazières figurent également parmi les axes prioritaires. Ces projets traduisent la volonté des pouvoirs publics d'anticiper les transformations profondes du secteur énergétique mondial et de préparer l'après-hydrocarbures.

Parmi les dossiers présentés à la délégation du FMI figure également le vaste programme national de dessalement de l'eau de mer. Considéré comme l'un des projets structurants du pays, ce programme vise à sécuriser durablement l'approvisionnement en eau potable des populations et à répondre aux besoins croissants des secteurs agricole, industriel et touristique. L'extension des capacités de dessalement constitue aujourd'hui un enjeu économique majeur. Elle doit permettre de réduire la vulnérabilité du pays face aux épisodes de sécheresse récurrents et de soutenir le développement de nouvelles activités productives.

Le chef de mission du FMI a salué, de son côté, les efforts entrepris par l'Algérie pour moderniser son secteur énergétique et améliorer son attractivité auprès des investisseurs. Il a particulièrement souligné l'importance des projets conciliant croissance économique et impératifs environnementaux. Cette reconnaissance intervient à un moment où l'Algérie cherche à diversifier ses sources de croissance tout en valorisant ses ressources naturelles.

**LE MINISTRE ARKAB REÇOIT UNE DÉLÉGATION DE LA SOCIÉTÉ SIEMENS ENERGY**  
**Examen des moyens d'élargir la coopération dans les hydrocarbures**

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, a reçu, hier, une délégation de la société allemande "Siemens Energy", conduite par le vice-président exécutif des services de gaz pour l'Europe et l'Afrique, Waheed Abbasi, les deux parties ayant examiné les opportunités d'élargir la coopération dans les domaines de l'énergie et de la transition énergétique, indique un communiqué du ministère. La réunion qui s'est déroulée au siège du ministère, en présence de nombre de ses cadres, a été consacrée à l'examen de l'état et des perspectives de la coopération entre le groupe Sonatrach et la société Siemens Energy, précise la même source. Dans ce cadre, les deux parties se sont félicitées du "niveau avancé du partenariat en cours entre les deux sociétés, ainsi que de la coopération continue dans les domaines de l'industrie du pétrole et du gaz, des services de gaz, des équipements énergétiques, des solutions d'ingénierie et des technologies de pointe". Les deux parties ont également examiné les opportunités d'élargir la coopération dans les domaines de la transition énergétique, notamment la décarbonation, la limitation des émissions de gaz, l'amélioration de l'efficacité énergétique, le développement des projets de Sonatrach dans le domaine de l'hydrogène à bas carbone et de l'ammoniac vert, outre la modernisation des infrastructures énergétiques, à travers la numérisation et les technologies intelligentes. A cette occasion, le ministre d'Etat a réaffirmé l'importance de renforcer le partenariat avec la société "Siemens Energy", à même de soutenir les efforts de l'Algérie dans la modernisation de l'industrie énergé-

tique, le transfert de la technologie et des expertises, le développement des compétences nationales, tout en poursuivant la mise en œuvre des programmes de réduction de l'empreinte carbone, la limitation des émissions du gaz de méthane et le réduction des opérations de torchage routinier du gaz. De son côté, M. Abbasi a réaffirmé la disposition de la société allemande à poursuivre l'accompagnement des projets de développement du

secteur des hydrocarbures en Algérie, en assurant des solutions innovantes et des techniques de pointe et en contribuant à la réalisation des projets stratégiques liés à la décarbonation, à la numérisation industrielle et à l'amélioration de la performance des infrastructures pétrolières et gazières, conclut le communiqué.

APS

**Mercuriale**

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR  
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 22 جوان 2026  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 22 Juin 2026

Produits	Prix du détail <sup>1</sup>			المنتجات	
	أسعار التجزئة <sup>2</sup>				
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	87	99	75	البطاطا
	Tomate	82	96	67	الطماطم
	Oignon sec	65	75	55	البصل الجاف
	Ail sec	658	745	570	الثوم الجاف
	Ail vert	301	328	274	الثوم الاخضر
	Carotte	87	99	75	الجزر
	Navet	98	111	86	اللفت
	Poivron	138	155	121	الفلفل الاخضر
	Piment	138	158	119	الفلفل الحار
	Courgette	74	86	61	الكوسة
	Haricot vert	153	171	136	الفاصولياء الخضراء
Laitue	102	115	89	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	568	707	429	التفاح المحلي
	Datte	503	627	380	التمر
	Banane	503	523	483	الموز
	Melon	124	143	105	البطيخ الاصفر
	Pastèque	81	94	68	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2013	2149	1877	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	370	383	356	الدجاج
	Eufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

**Dernière composition de DZAIRINDEX**

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,18	-10,00	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 397,00	1398,00	0,07	0,04	-0,65	8,99	5,56	77595	108 477 810,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	2510,00	0,00	0,05	1,19	6,67	6,37	1191	2 989 410,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 090,00	2194,00	4,98	5,41	-1,49	10,46	5,70	27878	61 164 332,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-4,01	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,00	7,82	4,21	4,72	0	0,00

# Les politiques agricoles face au changement climatique : Le cas algérien

2<sup>e</sup> partie et fin

Les principales données statistiques disponibles et les références bibliographiques, académiques ou institutionnelles exploitées, sont tirées des rapports de la Banque mondiale, du FMI, de la CNUCED et accessoirement de Brookings PwC. Quelques autres lectures découvertes sur le tas sont citées également.

Par Dr Zoubir SAHLI (\*)

## Que faire alors ?

### Quelques pistes de solutions :

-Le renforcement de l'intégration du changement climatique dans les politiques agricoles, en mettant l'accent sur les mécanismes structurels et les mesures conjoncturelles d'adaptation des secteurs de l'agriculture et du développement rural aux changements climatiques, en accord avec principaux accords et conventions internationaux (INDC).

Sur le plan opérationnel, il est surtout nécessaire d'appliquer les stratégies mises en place, mais à l'échelle territoriale et non pas de manière sectorielle comme c'est actuellement le cas.

-Le renforcement sans tarder des politiques agricoles et rurales en phase avec les impératifs d'adaptation au changement climatique : Comment donc formuler des politiques agricoles résilientes au CC ?

Quels sont les aspects à améliorer et comment ? Peut-on augmenter la production agricole et assurer la sécurité alimentaire de manière durable et de façon résiliente ?

-La gestion rationnelle des ressources en eau et de l'énergie, la recherche de solutions pour diversifier nos sources d'énergie et assurer la transition énergétique, la lutte contre la désertification et la déforestation, la réduction des émissions dues à la combustion des énergies fossiles, l'adaptation des secteurs de l'eau et de l'agriculture-foresterie au changement climatique et la réduction des pollutions industrielles et urbaines, constituent les principaux défis environnementaux (Nations Unies/CEA – Economie verte en Algérie).

-Les actions de lutte contre l'érosion, la protection et l'aménagement de forêts et des zones de montagne : un recentrage et un renforcement technique et socio-économique de la politique de reboisement, d'aménagement forestier (renforcement des dispositifs de protection des berges d'oueds, de confection de seuils, poursuite de la généralisation des programmes de plantation fruitière...), mais aussi une réelle politique de la montagne, basée sur une politique de gestion participative qui est devenue indispensable de nos jours : l'ignorer c'est continuer à œuvrer dans un cadre sectoriel, étroit et peu productif. La protection et la restauration des terres dans les zones de montagnes menacées par l'érosion est une nécessité et une option stratégique pour sauvegarder les barrages et les sites de barrages contre l'invasion et pour lutter contre l'exode rural.

-La mise en place d'un dispositif organisationnel tendant à impliquer les agriculteurs riverains des forêts, les organisations professionnelles, les associations et les communautés rurales de base

-La gestion intégrée et concertée des ressources en eau : -le recours aux techniques d'économie d'eau en particulier en agriculture, et le choix de cultures moins consommatrices d'eau; -la mobilisation des eaux conventionnelles non mobilisées

à ce jour; -le recours aux eaux non conventionnelles (eaux usées, dessalement, recharge artificielle); -intégrer dans tout schéma d'aménagement de bassin versant, les aspects socio-économiques; -promouvoir des programmes intégrés de mise en valeur des bassins hydrographiques avec la participation effective des populations locales.

### Les politiques agricoles et de sécurité alimentaires :

- La réorientation et/ou la reconversion des systèmes de production et des exploitations agricoles;

- La revue urgente de la doctrine agronomique actuelle et les programmes et outils de formation et de recherche agronomiques;

-La réduction de la vulnérabilité des modèles agronomiques et des systèmes de culture et d'élevage en vigueur, ce qui incite à la revue des politiques d'intensification et de mise en valeur hydro-agricole

- L'investissement dans la petite et moyenne hydraulique et l'amélioration de la gestion agricole des eaux de ruissellement;

- La réhabilitation de l'agriculture familiale, garante de la pluriactivité et la diversification

- La valorisation des filières de produits de terroir et de produits biologiques

### Recommandations en matière de gestion des connaissances :

La mise en place d'une base de connaissances régionales permettrait : -d'avoir un suivi précis et régulier de l'évolution du climat de la région; -de disposer d'une meilleure connaissance du comportement à moyen et à long terme du climat de la région en relation avec les changements climatiques attendus; -de faire une estimation plus complète et autant que possible quantitative de la vulnérabilité face aux changements climatiques ainsi que des actions d'adaptation qui s'imposent en conséquence.

Il s'agira aussi de mettre en place un observatoire permettant le suivi de l'évolution de cette vulnérabilité au niveau des différents secteurs concernés; -de permettre l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les choix socio-économiques et politiques, et dans les stratégies de développement durable.

### - Recommandations en matière de formation :

Les attentes dans ce domaine sont les suivantes : - renforcement des capacités du personnel scientifique des administrations nationales sur l'adaptation, -formation des gestionnaires des projets sur le concept de suivi-évaluation dans une perspective de durabilité et de « repliquabilité » des résultats; - mise en place de modules de formation concrets et participatifs des acteurs de la société civile sur les problématiques environnementales, les stratégies de lobbying et les outils de plaidoyer, développement des connaissances sur les changements climatiques et leurs impacts sur les secteurs clés de l'économie, dont l'agriculture.

- 92<sup>ème</sup> place/ 178 pays de l'Indice de performance environnementale (EPI <sup>22</sup>, 2014); 86<sup>ème</sup> place/ 132 pays (2012) et 42<sup>ème</sup>/163 pays en 2011;
- 66<sup>ème</sup> place/124 pays de l'Index de performance de l'architecture énergétique mondiale (EAIP <sup>23</sup>, 2014) et 2<sup>ème</sup> rang des pays MENA, suivie par le Maroc (79<sup>ème</sup> /124), l'Egypte (81<sup>ème</sup> /124) et la Lybie (86<sup>ème</sup> /124) mais devancé par la Tunisie (60<sup>ème</sup> /124);
- L'Index AFEX <sup>24</sup>-2013 (Arab Future Energy Index) classe l'Algérie (45 points) après le Maroc (71 points), l'Egypte (53 points), la Tunisie (47 points) et avant le Soudan (25 points) et la Lybie (20 points), en matière de développement des énergies renouvelables dans la région arabe;
- 45<sup>ème</sup> / 58 pays selon l'indice de gouvernance des ressources naturelles (RGI, 2013) <sup>25</sup>; après le Maroc (25<sup>ème</sup>), l'Egypte (38<sup>ème</sup>) et avant la Libye (55<sup>ème</sup>);
- 49<sup>ème</sup> / 58 pays selon l'Index de performance du changement climatique, IPCC 2014 : derrière le Maroc (15<sup>ème</sup>), et l'Égypte (26<sup>ème</sup>);

Source : /Nations Unies/CEA – Economie verte en Algérie

### Objectifs du Plan national climat (2015-2050)

- Réduire les émissions carbone à travers notamment la séquestration du CO<sub>2</sub>;
- Promouvoir les énergies propres;
- Diminuer l'empreinte carbone des activités industrielles et domestiques;
- Adapter les infrastructures au changement climatique : amélioration du système hydrique, reboisement massif et extension du barrage vert pour lutter contre la désertification;
- Adapter l'agriculture au changement climatique.

### Programme national de développement des énergies renouvelables (PNDER) 2011-2030

Coût global estimé : 80-100 milliards de Dollars (Phase de projets pilotes et test des filières en cours)

- Loi n° 04-09 (2004) sur les ER
- Fonds national des ER (2009) alimenté à hauteur de 1% par la redevance pétrolière

Objectifs (Horizon 2030) :

- 22 000 MW dont 12 000 MW pour le marché national (22% de la production électrique globale);
- Couvrir 40% des besoins en électricité du pays : énergie solaire thermique et photovoltaïque (37%) et énergie éolienne (3%). La part des énergies renouvelables dans la consommation nationale d'électricité passerait ainsi de 2% (2011) à 5% en 2015, 14% en 2020 et 40% en 2030.
- Créer près de 200 000 emplois directs et indirects;
- Economie de près de 600 milliards de m<sup>3</sup> de gaz;
- Accroître le taux d'intégration de l'industrie locale : 50% d'ici 2020 et 80% d'ici 2030.
- Première centrale électrique solaire-gaz de 150MW dont 25MW en solaire thermique (Hassi R'mel)
- Mise en place d'un programme national de recherche dans les énergies renouvelables.
- 2015-2020 : phase de déploiement et de fabrication d'équipements
- 2020-2030 : phase de développement à grande échelle

Source : /Nations Unies/CEA – Economie verte en Algérie

### - Recommandations en matière d'appui à la recherche :

La recherche nécessite une attention soutenue de la part des décideurs, surtout la recherche appliquée, et ce en vue de motiver les jeunes chercheurs travaillant sur des thématiques transversales et interdisciplinaires relatives à l'adaptation. La création d'un fonds régional pour l'appui à la recherche dans ce domaine et favoriser les échanges internationaux entre chercheurs seraient salutaires.

### -Le financement de l'adaptation aux CC :

Le financement de l'adaptation constitue un défi majeur dans la région. Actuelle-

ment, en plus des subventions ordinaires allouées dans le cadre du budget de l'Etat, l'adaptation est financée dans le cadre des rares projets financés par les bailleurs de fonds. Une autre source de financement est constituée des fonds mobilisés par certaines ONG par le biais de la coopération décentralisée ou universitaire avec les institutions du Nord. C'est pourquoi, il y a une forte nécessité d'impliquer les ONG et le secteur privé dans le processus d'adaptation, notamment dans les domaines de l'encadrement et la formation au niveau local, mais aussi pour mobiliser les financements pour des actions locales.

## Notes

1 Réflexion adaptée de l'étude FAO : Z. Sahli et M. Amrane « Les politiques agricoles maghrébines à l'ère des accords climatiques » que nous avons réalisée pour la FAO en 2018

2 GIEC ; Groupe international de réflexion sur le climat

## CONSTANTINE

## Un nouvel apport pour le stockage des céréales

Deux nouveaux centres de proximité de stockage des céréales ont été mis en service dans la commune de Benbadis au titre de la campagne agricole (2025-2026), a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. Ces centres d'une capacité de 50.000 quintaux chacun, font partie d'un programme portant sur la construction de 9 structures similaires dans les communes les plus productives en matière de céréales, à savoir Ain Abid (2 dépôts), Ibn Ziad (2), Zighoud-Youcef (2), Benbadis (2) et Ain Smara (1), d'une capacité globale de 450.000 quintaux, a-t-on détaillé.

Selon les services de la wilaya, la réalisation de l'ensemble de ces centres a nécessité un investissement public de plus de 2,2 milliards de dinars. Pour rappel, le secteur agricole dispose actuellement, dans la wilaya de Constantine, de 26 points de stockage de céréales dont 15 hangars relevant de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), pour une capacité globale de 2,2 millions de quintaux.

Agence

## MÉDÉA

## Trois services de l'hôpital de Berrouaghia rouverts

Trois services spécialisés de l'établissement public hospitalier (EPH) Benyoucef Benkheda, dans la commune de Berrouaghia, à l'est de Médéa, ont été rouverts, après des travaux de rénovation, selon la direction de la Santé.

La rénovation de ces services s'inscrit dans le cadre du programme de modernisation des structures de prise en charge médicale des citoyens, a fait savoir le directeur de la Santé, Mohamed Zohir Hadj Sadouk.

Il s'agit, selon le responsable, des services de chirurgie générale, de médecine interne pour hommes et du service de gynécologie-obstétrique qui ont été dotés d'équipements médicaux modernes à la faveur de ce projet. La modernisation de ces services est appelée à améliorer davantage l'environnement de travail du personnel médical et d'assurer aussi des prestations de qualité aux patients, a-t-il ajouté.

A noter que plusieurs structures sanitaires ont fait l'objet de travaux de rénovation et rouverts aux citoyens durant l'année 2025 et au début de l'année 2026.

Le directeur de la Santé a révélé, dans ce contexte, la rénovation de deux polycliniques, de deux blocs chirurgicaux, d'une unité d'oncologie, d'une autre d'ophtalmologie et d'un service de gynécologie-obstétrique au niveau des établissements publics hospitaliers (EPH) de Tablat et Ksar-el-Boukhari.

APS

## AIN TURCK (ORAN)

## La commune s'attaque aux extensions illicites sur la plage

Une extension illicite devant servir de trottoir pour abriter une activité commerciale et érigée sur le sable a été démolie, lors d'une opération lancée par les services de l'APC de Ain El Turck en coordination avec les éléments de la police.

Cette extension réalisée sans autorisation il y a plusieurs années au niveau de la plage Les Pins était utilisée pour une activité classée sans autorisation de sorte que les services de l'APC ont procédé au démantèlement du grillage et de toute la clôture.

Cette action vient en application des directives données par le wali d'Oran et s'inscrit dans le cadre du programme visant à récupérer les biens publics.

Dernièrement, un terrain d'une superficie de 1.000 m<sup>2</sup> a été récupéré par les autorités locales lors d'une opération de démolition d'habitations illicites dans cette commune.

Cette action pilotée par le chef de daïra, le maire, les services techniques et les éléments de la police de cette localité balnéaire a ciblé deux habitations érigées sans autorisation sur un domaine propriété relevant des biens éta-

tiques. Une situation qui a contraint les autorités locales à prendre les mesures nécessaires et à démolir ces habitations et à stopper le phénomène de sorte qu'un foncier d'une superficie de 1.000 m<sup>2</sup> a été récupéré et sera transformé en aire de détente vu son emplacement géographique.

Toujours dans le cadre de cette lutte contre l'occupation illicite de l'espace public, 20 garages à bateaux réalisés anarchiquement au lieu-dit Rocher de la vieille dans la commune de Ain El Turck avaient été démolis au cours d'une opération menée par le maire, les services techniques de cette collectivité et les gendarmes.

A vrai dire, cette campagne s'inscrit dans le cadre des efforts déployés afin de lutter contre le phénomène de l'occupation illicite des biens publics, et éliminer toute atteinte à l'esthétique du littoral et ce dans le cadre

d'une stratégie globale de réorganisation des espaces côtiers.

En mai dernier, sept nouvelles constructions illicites réalisées au niveau d'un ancien bidonville sis sur la route qui contourne Cap Falcon avaient été démolies lors d'une vaste opération pilotée par le chef de daïra et le maire de Ain El Turck.

Notons que des directives ont été données par le wali d'Oran aux maires et aux chefs de daïra de s'attaquer au problème en procédant dans un premier temps au recensement de toutes les habitations illicites et à lutter contre ces transgressions sur le domaine public. Pour stopper un tel phénomène, les citoyens sont appelés à dénoncer de tels transgressions ou dépassements qui portent atteinte à l'urbanisme.

R E.

## EL BAYADH

## Perturbation dans l'AEP à El Kheither et Bougtob

Plusieurs quartiers des communes d'El Kheither et de Bougtob, dans la wilaya d'El Bayadh, enregistrent ce mardi des perturbations dans l'alimentation en eau potable (AEP), en raison de travaux programmés de nettoyage et de désinfection des réservoirs, a indiqué l'Algérienne des Eaux dans un communiqué.

Selon la même source, dans le cadre

des préparatifs de la saison estivale et du programme de prévention et de lutte contre les maladies hydriques, une opération de nettoyage et de désinfection est en cours au niveau du réservoir du quartier El Hidhab, dans la commune d'El Kheither, d'une capacité de 300 m<sup>3</sup>. Cette intervention entraîne des perturbations et des interruptions de la distribution d'eau dans les quartiers

d'El Hidhab et d'En Nasr. Par ailleurs, une opération similaire est programmée au niveau d'un réservoir d'une capacité de 500 m<sup>3</sup> dans la commune de Bougtob (réservoir de la route d'El Bayadh). Elle impactera l'alimentation en eau de plusieurs quartiers et cités, notamment El Qods, El Ouïam (72 logements), 188 logements, Baghdad, Er Riyadh et Saddam, ainsi que plusieurs ag-

glomérations rurales relevant de la commune.

L'Algérienne des Eaux a assuré que l'alimentation en eau potable sera rétablie progressivement dès l'achèvement des opérations de nettoyage et de désinfection, et après le remplissage complet des réservoirs concernés.

APS

## CONSTANTINE / HYDRAULIQUE

## De nouveaux projets pour améliorer l'AEP

Plusieurs projets relevant du secteur de l'hydraulique ont été lancés en réalisation à Constantine pour améliorer l'approvisionnement en eau potable (AEP), a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.

Il s'agit de la réalisation dans la commune de Béni H'midène, d'un réservoir d'eau d'une capacité de 100 m<sup>3</sup>, en complément de la réhabilitation de la station de pompage de la localité de Sidi Khemis,

dans la même région, a précisé la cellule de communication de la wilaya.

Le secteur local de l'hydraulique a été renforcé également par une vaste opération d'équipement, raccordement et électrification de trois forages situés dans la commune d'El Khroub, dans la région de Hmayed relevant de la commune d'Ain Smara, ainsi qu'à Oum Lassab dans la commune de Zighoud Youcef, selon la même source.

Ces projets contribueront à améliorer de l'approvisionnement en eau potable dans plusieurs zones de la wilaya, a-t-on ajouté.

Ils permettront également d'augmenter les volumes d'eau distribués au profit des habitants et assurer une meilleure continuité du service public.

APS

## ORAN

## 200 milliards de cts pour la réussite de la saison estivale

Les autorités de la wilaya d'Oran ont mobilisé une enveloppe budgétaire de 200 milliards de centimes dédiée exclusivement à la réussite de la saison estivale. Ce fonds vise à financer un vaste plan d'aménagement urbain et touristique pour garantir un séjour agréable aux estivants. Selon les services de la wilaya, cette manne financière vise à améliorer le cadre de vie, la réhabilitation des espaces publics, l'éclairage et l'embellissement des grandes artères, notamment sur la corniche oranaise et les zones à forte affluence. A ce titre, des travaux ciblés d'aménagement ont été engagés sur les plages autorisées à la baignade de la wilaya. Un accent particulier est mis sur la gratuité des plages, soutenu par le déploiement sur le terrain de plus de 250 agents d'accueil et d'orientation. Cette enveloppe s'inscrit dans un programme de préparation plus large incluant également les investissements du groupe Sonelgaz (plus de 2,5 milliards de dinars pour le renforcement du réseau électrique) afin d'anticiper l'afflux massif de touristes dans la ca-

pitale de l'Ouest. Vous pouvez suivre les actualités liées aux dispositifs mis en place directement sur le portail officiel de la wilaya d'Oran.

Le wali d'Oran, Ibrahim Ouchène, a souligné dernièrement la nécessité de préserver l'ordre urbanistique au niveau de la wilaya, en particulier en matière de délivrance des permis de construire et des autorisations administratives. Il a insisté sur l'importance de renforcer la lutte contre les différentes formes de dépassements urbanistiques, afin de garantir le strict respect de la réglementation en vigueur, a rapporté l'APS. Lors de la première session de l'APW, le chef de l'exécutif a abordé la question de la saison estivale, affirmant qu'elle sera marquée par une application rigoureuse des dispositions légales relatives à la gratuité des plages. Il a indiqué que cette année sera placée sous le slogan: «La mer est gratuite pour tous». Il a ajouté que les services de la wilaya travaillent parallèlement à la mise en œuvre d'un vaste programme d'aménagement et d'organisation des

plages, en prévision de l'afflux important d'estivants chaque année. L'objectif est de garantir un accès libre et gratuit aux espaces balnéaires, tout en mettant fin aux pratiques d'exploitation illégale.

Le wali a réaffirmé avec fermeté que « la mer appartient à l'État et au citoyen algérien », précisant qu'aucune forme d'appropriation privée ne sera tolérée. Il a toutefois indiqué que certaines exceptions pourront être accordées à un nombre limité d'établissements hôteliers disposant d'un accès direct au littoral, et ce, sur la base d'autorisations étudiées, leur permettant d'offrir des services organisés aux estivants, tout en maintenant le principe général de gratuité. Ces mesures s'inscrivent, selon lui, dans le cadre des efforts des autorités locales visant à réussir la saison estivale, à travers la mise à disposition d'espaces balnéaires sécurisés, aménagés et adaptés aux attentes des visiteurs, tout en renforçant l'attractivité de la wilaya d'Oran en tant que pôle touristique national.

Agence

# Le populisme de l'IA est là, et personne n'y est préparé

1<sup>ère</sup> partie

Les magnats de la Silicon Valley s'inquiétaient des risques que leur technologie faisait peser sur le monde. Ils ont oublié les gens.

Par David Wallace-Wells

« Je me prépare à survivre », avouait Sam Altman, d'OpenAI, en 2016. « J'ai des armes, des comprimés d'iodure de potassium, des antibiotiques, des piles, de l'eau, des masques à gaz qui me viennent des Forces de défense israéliennes et un grand terrain à Big Sur où je peux me rendre en avion. »

Depuis plus d'une décennie maintenant, Altman et ses associés fondateurs vivent dans un état d'anxiété maîtrisée face à l'intelligence artificielle. En fait, c'est l'histoire des débuts de trois des cinq principaux acteurs de la course à l'armement en matière d'IA, chacun motivé par un élan de panique face au fait que les autres acteurs ne prenaient pas suffisamment au sérieux les craintes existentielles suscitées par cette technologie. Ils semblent s'être moins inquiétés du risque de réaction politique de la part des êtres humains, partant du principe que celle-ci ne se concrétiserait pas à temps, serait rapidement contournée par l'intelligence artificielle ou pourrait être achetée, peut-être, grâce à des débats sur le revenu de base ou de vagues promesses de guérir le cancer. Mais le mois dernier, lorsqu'un cocktail Molotov a été lancé dans la propriété d'Altman à San Francisco, la réaction hostile de la population s'est littéralement abattue à son seuil. Quelques jours plus tard, la maison d'Altman a subi une nouvelle attaque, cette fois-ci à coups de feu. Il était difficile de ne pas penser au meurtre de Brian Thompson, PDG d'UnitedHealthcare, dont Luigi Mangione est accusé. La journaliste Jasmine Sun a qualifié ces événements de « coups de semonce du populisme généré par l'IA ».

Les Américains continuent de s'inquiéter au sujet des répercussions locales des centres de données, se ruant en masse dans les salles de réunion municipales pour protester. Ils s'inquiètent également des pertes d'emploi et des bouleversements économiques, tout comme un nombre croissant de politiciens qui essaient de voir d'où vient le vent. Mais pour beaucoup, les plus grands laboratoires d'IA apparaissent désormais comme les nouveaux visages de l'oligarchie américaine : une redoutable concentration des pouvoirs économique et social qui engendre un cercle vicieux d'inégalités extrêmes, du genre de celles qui déchirent la société américaine depuis des décennies. Si l'avenir réside dans l'IA, comme on nous le répète si souvent, beaucoup trouvent perturbant, voire scandaleux, que seule une poignée de personnes semble en avoir le contrôle absolu.

D'un certain côté, la vision défendue par les entreprises spécialisées dans l'IA est remarquablement dépourvue de



toute dimension humaine : nous confions de plus en plus de responsabilités et de pouvoir de décision à des boîtes noires superintelligentes, qui se mettent rapidement à façonner l'avenir de l'humanité en prenant des décisions qui restent incompréhensibles pour le reste d'entre nous, y compris pour leurs concepteurs. « Les personnes qui ne travaillent pas dans ce domaine sont souvent surprises et inquiètes lorsque nous leur expliquons que nous ne comprenons pas comment fonctionnent nos propres créatures IA », a écrit Dario Amodei, d'Anthropic, l'année dernière. « Elles ont raison de s'inquiéter : ce manque de compréhension est sans précédent dans l'histoire des technologies. »

D'un autre côté, et en attendant, l'IA représente peut-être l'argumentaire de vente le plus personnalisé jamais imposé au consommateur américain passif : la vision d'une mainmise quasi totale sur la vie économique, sociale et cognitive du pays par des outils conçus par seulement cinq entreprises, dirigées par cinq personnes bien précises, dont plusieurs sont largement décrites comme des sociopathes. La liste est si courte que vous connaissez probablement la plupart d'entre eux par leur prénom : Sam, Dario, Elon et Mark. (Demis Hassabis, qui dirige DeepMind chez Google, est peut-être moins connu.) Ces hommes sont tous déjà milliardaires, ou presque, et si l'on en croit leur trajectoire actuelle, leur fortune et leur influence semblent vouées à croître de manière exponentielle, alors que, autour d'eux, l'anti-élitisme ne cesse de gagner du terrain. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles 50 % des Américains ont déclaré au Pew Research Center l'année dernière qu'ils étaient plus inquiets qu'enthousiastes quant à ce que l'IA leur réserve. Seuls 10 % se sont dits plus enthousiastes. C'est un gouffre béant dans lequel on demande à toute une société de plonger.

En 2026, le débat sur l'IA, tout comme les capacités de l'IA, évoluent à un rythme effréné, presque d'une semaine à l'autre. Mais le texte le plus marquant que j'ai lu sur ce que l'avenir nous réserve reste sans doute un essai publié en 2017 par l'auteur de science-fiction Ted Chiang sur BuzzFeed News. OpenAI venait d'être fondé, juste deux ans auparavant ; ni Elon Musk ni Amodei ne s'étaient encore lancés dans leurs propres projets, et il restait près d'une décennie avant que Mark Zuckerberg ne se lance dans sa frénésie désespérée d'investissements dans l'IA. Mais déjà, des évangélistes alarmistes comme Musk avertissaient l'Association nationale des gouverneurs que « l'IA représente un risque fondamental pour l'existence de la civilisation humaine », entendant par là la possibilité qu'une IA dotée de superpouvoirs décide que le but de l'existence était la fabrication de trombones ou la récolte des fraises, rendant tout le reste, y compris les humains, sans importance.

« Ce scénario semble absurde aux yeux de la plupart des gens, mais il existe un nombre surprenant de spécialistes des technologies qui estiment qu'il illustre un danger bien réel », écrit Chiang. « Lorsque la Silicon Valley tente d'imaginer la superintelligence, ce qu'elle en retire, c'est un capitalisme libéral sans limites. »

Les États-Unis sont actuellement confrontés à une crise du coût de la vie très médiatisée, alimentée en grande partie par une pénurie de logements estimée à environ 10 millions d'unités. L'année dernière, le pays a consacré davantage de fonds à la construction d'infrastructures d'intelligence artificielle qu'à celle de maisons individuelles. Nous avons construit dix fois plus de centres de données que le deuxième constructeur mondial (l'Allemagne). Nous avons investi plus de 20 fois plus d'argent dans l'IA que le deuxième plus gros investisseur mondial (la Chine).

L'intelligence artificielle représente, parmi d'autres choses, un pari extrêmement risqué pour l'économie américaine.

Et même s'il n'est pas si difficile d'imaginer un scénario dans lequel l'investissement s'avère payant, il n'est pas non plus difficile d'y voir une sorte de parallèle avec ces paraboles bien connues sur l'intelligence artificielle, selon lesquelles une superintelligence quasi divine choisirait de donner la priorité à la fabrication de trombones ou à la cueillette des fraises plutôt qu'à toutes les autres activités humaines.

Pourtant, on entend beaucoup moins parler ces derniers temps des risques existentiels à court terme, même si ceux-ci restent une préoccupation majeure pour certains chercheurs. Il n'y a pas si longtemps, la moitié des personnes interrogées estimaient qu'il existait au moins 10 % de risque que l'intelligence artificielle entraîne l'extinction de l'humanité. Et on n'entend plus guère parler du risque que représente l'IA dans la création d'armes biologiques, bien que de grands modèles d'apprentissage automatique donnent désormais régulièrement des conseils pour la conception de superbactéries, au grand dam des épidémiologistes.

Nous avons surmonté la vague de panique suscitée par les contenus de mauvaise qualité générés par l'IA et la désinformation générative, même si les réseaux sociaux en regorgent encore incontestablement, et les débats sur la bulle de l'IA se sont également apaisés pour l'instant.

Et bien que la crainte d'un chômage de masse reste très répandue, pour le moment, les données sur les pertes d'emploi sont assez floues, et ces derniers temps, les économistes semblent plus rassurants quant à la possibilité d'une perturbation à grande échelle du marché du travail. De plus en plus, ce discours est repris par les grands noms de l'intelligence artificielle eux-mêmes, les-

**POUR SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT**  
**La Mauritanie et l'Union européenne signent deux conventions de financement de 40 millions d'euros**

Le ministre des Affaires Économiques et du Développement, M. Abdallahi Souleimane Cheikh Sidia, a signé à Nouakchott, avec l'ambassadeur et chef de délégation de l'Union européenne en Mauritanie, M. Joaquín Tasso Vilallonga, deux conventions de financement entre la République Islamique de Mauritanie et l'Union européenne, pour un montant global de 40 millions d'euros. La première convention porte sur le financement du projet « Frontières du Sud », à hauteur de 25 millions d'euros (soit près de 1,15 milliard MRU). Ce projet vise à renforcer la stabilité, améliorer les conditions de vie et soutenir le développement économique et social des populations vivant dans les zones frontalières du sud du pays. La seconde convention concerne le quatrième programme d'appui au secteur de la santé (PASS), financé à hauteur de 15 millions d'euros (environ 690 millions MRU). Ce programme a pour objectif de renforcer le développement humain et d'améliorer durablement l'accès aux services de santé, avec une attention particulière accordée aux populations les plus vulnérables, notamment les femmes et les filles.

Lors de la cérémonie de signature, le ministre des Affaires économiques et du Développement a souligné que ces deux conventions s'inscrivent pleinement dans les priorités nationales en matière de développement et de stabilité. Elles s'intègrent également dans les grandes orientations du programme du Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, mis en œuvre par le gouvernement dirigé par le Premier ministre, M. Moctar Ould Djay, à travers des projets et programmes visant à améliorer les conditions de vie des citoyens et à promouvoir le développement local.

Agence

## EGYPTE

# El Nasr Automotive s'allie au chinois FAW pour produire divers types de véhicules

Après plus de 15 ans d'interruption, El Nasr Automotive a relancé en 2024 la production locale d'autobus. La société mise désormais sur des partenariats avec des acteurs étrangers de renom pour reprendre la fabrication de voitures particulières, avec une intégration massive de contenu local.

L'entreprise publique égyptienne El-Nasr Automotive Manufacturing Company a signé, le mercredi 17 juin, un accord de partenariat stratégique avec le constructeur automobile chinois First Automobile Works (FAW), en vue de produire une gamme de véhicules sous la marque « Nasr ». L'accord a été signé par le directeur général d'El-Nasr, Nabil Mohamed Hamad, et le président de FAW, Liu Zhongqin, en présence du Premier ministre égyptien, Mostafa Madbouly, et d'autres dirigeants des deux sociétés.

« Ce partenariat devrait favoriser le transfert de technologies, accroître la part de contenu local et contribuer aux projets du gouvernement visant à relancer le secteur de la construction automobile en Égypte et à renforcer sa compétitivité sur les marchés locaux et régionaux », a déclaré le PDG de la Metallurgical Industries Holding Company, la maison mère de Nasr Automotive Manufacturing Company, cité dans un communiqué publié par l'entreprise.

« Ce partenariat, qui soutient les efforts déployés par El-Nasr Automotive Manufac-

ring Company pour produire des véhicules de haute qualité sous marque propre, est un exemple marquant de coopération entre des entreprises nationales et de grandes institutions industrielles internationales », a renchérit Nabil Mohamed Hamad, soulignant que le projet contribue aux objectifs de développement industriel de l'Égypte, et renforce la position du pays en tant que pôle régional de l'industrie automobile.

### Positionner l'Égypte comme hub industriel régional

L'accord de partenariat survient alors qu'El-Nasr Automotive Manufacturing Company intensifie ses efforts pour relancer la production de véhicules particuliers, après une interruption de 15 ans, tout en misant sur l'intégration massive de contenu local.

L'entreprise publique a repris sa production en 2024 avec des bus électriques, dont le bus touristique Nasr Sky et le minibus Nasr Star, qui comprennent respectivement 63,5 % et plus de 70 % de composants produits localement. Cette relance s'inscrit dans une straté-

gie plus large visant à renforcer la production nationale, améliorer la résilience de l'économie, et favoriser l'émergence d'une industrie capable de rivaliser avec les grands hubs mondiaux. Le pays le plus peuplé du monde arabe a multiplié ces dernières années les incitations fiscales, foncières et logistiques pour attirer les constructeurs automobiles internationaux, ce qui a contribué à attirer des acteurs majeurs tels que General Motors, Toyota et Stellantis. L'Afrique du Nord, la Corne de l'Afrique et le Moyen-Orient sont notamment présentés comme des débouchés potentiels.

Le groupe FAW est l'un des plus grands constructeurs automobiles chinois. Il fabrique des véhicules particuliers, des camions et des bus, et gère d'importantes coentreprises avec des marques de renom comme Volkswagen et Toyota. En mai 2024, FAW avait déjà signé un accord de partenariat avec le groupe égyptien GV Investments, pour l'implantation d'une usine de voitures électriques abordables dans ce pays de 120 millions d'habitants.

Synthèse R.I.

## TUNISIE

### Scatec construit une centrale solaire de 120 MW, le double de Sidi Bouzid 1

Le groupe norvégien Scatec s'est imposé comme l'un des acteurs majeurs de l'énergie solaire en Tunisie. Il a mis en service en mars dernier, une première centrale destinée à soutenir la diversification énergétique du pays, structurellement dépendant des combustibles fossiles. Le norvégien Scatec a démarré les travaux de construction d'une centrale solaire de 120 mégawatts (MW) à Sidi Bouzid, dans le centre de la Tunisie. L'annonce a été faite dans un communiqué officiel de la compagnie publié mercredi 17 juin, environ 3 mois après la mise en service de sa première centrale dans la même région, Sidi Bouzid 1, d'une capacité de 60 MW.

Le projet est développé en partenariat avec Aeolus SAS, filiale du groupe japonais Toyota Tsusho. « Ce projet témoigne de notre engagement continu à développer des énergies propres en Tunisie et renforce notre partenariat avec Aeolus », a déclaré Terje Pilskog, directeur général de Scatec. Son coût total est estimé à environ 96 millions d'euros, soit près de 110 millions de dollars. Le financement repose sur un montage mixte. Environ 70 % proviennent de prêts accordés par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque européenne d'investissement (BEI), avec l'appui de mécanismes de soutien de l'Union européenne. Les 30 %

restants sont apportés en fonds propres par les partenaires du projet. En amont, un accord de vente d'électricité, qui court sur 25 ans, avait été signé en décembre 2024 avec la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG), dans le cadre d'un appel d'offres lancé par les autorités tunisiennes. Une fois opérationnelle, la centrale produira environ 276 gigawattheures (GWh) d'électricité par an et permettra d'éviter l'émission d'environ 107 000 tonnes de CO<sub>2</sub> chaque année. Sidi Bouzid 2 est le troisième projet de Scatec en phase de construction en Tunisie. La compagnie développe également une centrale de 60 MW à Tozeur et a remporté un contrat pour une centrale de 120 MW à Ta-

taouine. Un appel d'offres pour une centrale de 300 MW avec stockage par batteries dans la région de Kébili est par ailleurs en cours. Le gaz naturel alimente environ 92 % de la production d'électricité tunisienne, selon le rapport de conjoncture énergétique publié ce mois par l'Observatoire national de l'énergie et des mines (ONEM). Les achats de gaz algérien, principale source d'importation, ont progressé de 12 % entre avril 2025 et avril 2026, selon la même source. Dans ce contexte, le gouvernement tunisien s'est fixé l'objectif de porter la part des énergies renouvelables à 35 % de la production électrique nationale d'ici 2030.

R.I.

## PÉTROLE

### L'Irak anticipe un retour à la normale de sa production d'ici deux mois

Le gouvernement irakien anticipe un retour de la production de pétrole à son niveau d'avant-guerre d'ici deux mois. Les autorités irakiennes prévoient un retour de la production pétrolière à son niveau d'avant-guerre « d'ici un à deux mois », a rapporté un média d'État, alors que la guerre au Moyen-Orient a provoqué un effondrement des exportations. Est-ce le signe d'une sortie de crise au Moyen-Orient ? Le gouvernement irakien prévoit un retour de la production de pétrole à son niveau d'avant-guerre d'ici deux mois.

« Nous pouvons revenir aux niveaux de production antérieurs d'ici un à

deux mois », a déclaré le porte-parole du ministère irakien du Pétrole, Salim Farhoud, vendredi soir à l'agence de presse officielle INA. La capacité de production de certains champs pétroliers qui avait été réduite a commencé à être augmentée, a-t-il ajouté. Depuis le début du conflit entre les États-Unis et l'Iran, le conflit et le blocage par l'Iran du stratégique détroit d'Ormuz ont fortement perturbé les exportations et entraîné des réductions de production dans plusieurs grands pays producteurs de pétrole, dont l'Irak, secouant les marchés mondiaux de l'énergie.

Le protocole d'accord signé cette se-

maine entre Washington et Téhéran pour mettre fin aux hostilités a apporté un certain répit, bien que les pourparlers en vue d'une paix durable ont été reportés.

### 3,5 millions de barils par jour

Avant le déclenchement de la guerre fin février, l'Irak exportait environ 3,5 millions de barils de pétrole par jour, dont la majeure partie transitait par le détroit d'Ormuz.

Mais ce membre fondateur de l'Opep a été contraint d'interrompre la production dans la plupart de ses champs pétroliers, les réservoirs étant saturés, li-

mitant ses exportations aux routes passant par la Turquie et la Syrie voisines. Le ministre irakien du Pétrole, Bassem Khodeir, a affirmé à l'INA que les exportations reprendraient « progressivement en fonction de la fluidité du trafic dans le détroit d'Ormuz ». En avril, les exportations irakiennes de brut via cette voie maritime sont tombées à 10 millions de barils, contre une moyenne de 93 millions avant la guerre, selon les autorités. L'Irak reste fortement dépendant des exportations de brut, qui représentent en temps normal environ 90 % de ses revenus.

Agence

## SÉNÉGAL

## Le turc AVCI Global Industrie lance une usine textile de 10 millions \$

Au Sénégal, le secteur textile est l'une des filières prioritaires susceptibles de positionner le pays comme une plateforme industrielle majeure en Afrique de l'Ouest. Dans ce contexte, Dakar encourage les investissements visant le développement des capacités de production et des infrastructures locales.

Par Rédaction Internationale

Au Sénégal, le président Bassirou Diomaye Faye a inauguré, le samedi 20 juin, une usine textile dédiée à la confection de vêtements pour hommes et femmes, située dans la zone industrielle de Diamniadio, près de Dakar. L'investissement estimé à 6 milliards de francs CFA (environ 10,45 millions \$), est porté par le groupe d'investissement turc AVCI Global Industrie. Selon les informations relayées par la Radiotélévision sénégalaise (RTS), l'unité industrielle dispose d'une capacité de production d'environ 1 200 pièces par jour et devrait générer près de 200 emplois.

### Un maillon opérationnel dans la stratégie de valorisation du coton ?

La mise en service de l'usine intervient après un accord signé en février 2025 entre le ministère de l'Industrie et du Commerce, l'Agence d'aménagement et de promotion des sites industriels (APROSI) et AVCI Global Industrie. Selon les autorités ce partenariat tripartite vise le développement d'unités industrielles dédiées à la

transformation du coton brut sénégalais en produits textiles à plus forte valeur ajoutée, tout en renforçant la compétitivité du secteur manufacturier local. Ainsi ce nouvel investissement s'inscrit dans la logique de valorisation de la filière coton à travers sa transformation locale. Il convient de noter que la quasi-totalité de la production de fibre de coton est encore exportée à l'état brut, notamment en raison d'un manque d'unités de transformation. Dans son dernier rapport sur la filière coton en Afrique de l'Ouest publié en avril dernier, le Département américain de l'Agriculture (USDA) estime que le pays devrait produire 55 000 balles de fibre soit près de 12 500 tonnes (1 balle = 227 kg) en 2026/2027, dont seulement 3,6 % seront transformées localement. Par ailleurs la construction de l'usine d'AVCI Global s'aligne sur les ambitions de Dakar, qui souhaite réduire la dépendance aux importations de textiles finis. Les données compilées par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) montrent que le Sénégal a importé pour près de 34 millions \$ de vêtements et accessoires de vêtements en 2024.

### Vers une ouverture régionale des débouchés

Au-delà du marché intérieur, il est prévu que l'usine de Diamniadio desserve également les marchés des pays voisins d'Afrique de l'Ouest, où la demande en vêtements et produits textiles reste soutenue. Cette orientation régionale pourrait contribuer à renforcer les perspectives d'exportation de produits manufacturés et à accroître les recettes d'exportation générées par l'industrie textile du pays. D'après l'ANSD, les exportations sénégalaises de vêtements et accessoires de vêtements ont généré 1,62 milliard de francs CFA de recettes en 2024. Dans un contexte marqué par les ambitions du programme national de transformation « Sénégal 2050 », l'industrialisation du secteur textile apparaît comme un levier de diversification économique et de création d'emplois. Reste désormais à voir si ce type d'investissement pourra s'inscrire dans la durée et amorcer la structuration d'une véritable chaîne de valeur textile intégrée au niveau national et régional.

## BURKINA FASO

## Le pays adopte sa stratégie IA pour les cinq prochaines années

Face à la montée en puissance de l'intelligence artificielle dans les économies du monde entier, le Burkina Faso se dote d'un cadre stratégique destiné à orienter le développement et l'utilisation de cette technologie dans ses secteurs prioritaires. Le Burkina Faso veut créer les conditions nécessaires à l'essor de l'intelligence artificielle sur son territoire. Les autorités ont validé à cet effet, le mercredi 17 juin, la feuille de route nationale sur l'intel-

ligence artificielle (IA) pour la période 2026-2030. Ce document devrait servir de cadre de référence pour le développement de solutions adaptées aux priorités du pays, dans des secteurs comme la santé, l'agriculture, l'éducation ou encore l'administration publique. Concrètement, la stratégie identifie plusieurs domaines prioritaires dans lesquels des applications basées sur l'IA devraient être développées au cours des prochaines années. Les autorités évoquent

notamment des outils d'aide au diagnostic médical, des solutions destinées à accompagner les producteurs agricoles grâce aux prévisions météorologiques, ainsi que des dispositifs pédagogiques adaptés aux réalités locales pour les élèves et étudiants. Le document prévoit également des applications dans les secteurs de l'eau et de l'énergie afin de faciliter la remontée d'informations par les citoyens et d'améliorer la gestion des services publics.

Cette feuille de route s'inscrit dans le cadre du Plan RELANCE 2026-2030 et du chantier gouvernemental « IA pour tous », présenté comme l'un des principaux axes de la transformation numérique du pays. Son élaboration a mobilisé des représentants de l'administration, du secteur privé, des universités, des centres de recherche, de la société civile ainsi que des partenaires techniques et financiers.

Agence

R.I.

## NIGERIA

## L'État de Bayelsa abritera le 1<sup>er</sup> parc industriel alimenté au gaz comprimé

Le Nigeria cherche depuis des années à réduire sa dépendance aux importations dans son secteur pétrolier. Le Nigerian Content Development and Monitoring Board pilote cette stratégie à travers des parcs industriels dédiés à la fabrication locale d'équipements.

Le Nigeria franchit une étape dans la valorisation de son gaz naturel. Le Nigerian Content Development and Monitoring Board (NCDMB) prévoit d'installer une centrale électrique de 2,5 mégawatts (MW) alimentée au gaz naturel comprimé (GNC) dans son parc industriel pétrolier d'Emeyal-1, dans l'État de Bayelsa. L'annonce a été faite par le directeur de la communication du NCDMB, Obinna Ezeobi, à l'issue d'une visite d'inspection.

Selon les informations rapportées par Leadership lundi 15 juin, cette centrale constituera la principale source d'ali-

mentation électrique du parc. Le site est destiné à offrir une alternative fiable et durable au réseau national défaillant. Il s'ajoute à une infrastructure électrique déjà partiellement installée sur le site, comprenant des équipements de distribution et de régulation du courant, ainsi que des générateurs de secours. Le parc industriel pétrolier d'Emeyal-1, officiellement baptisé Nigerian Oil and Gas Park Scheme (NOGaPS), a été conçu pour produire localement les composants et équipements nécessaires au secteur pétrolier et gazier nigérian. Il vise à réduire la dépendance aux importations et à créer plus de 2000 emplois à pleine capacité. Son ouverture est confirmée pour le quatrième trimestre 2026.

### Un choix inédit dans une filière encore fragile

Le GNC est du gaz naturel comprimé à haute pression, utilisé comme source

d'énergie en substitution au diesel. Son adoption dans un parc industriel pétrolier est inédite au Nigeria, où la filière reste encore peu développée malgré les ambitions du gouvernement, selon des informations rapportées par Agence Ecofin en février dernier.

Ce choix s'inscrit dans un contexte énergétique difficile pour le Nigeria. En juillet 2024, les autorités nigérianes ont inauguré douze stations GNC à travers le pays pour alimenter les transports. Mais la filière peine à s'imposer, les infrastructures de distribution restant insuffisantes et la dépendance au diesel persistant dans l'industrie.

Le Nigeria détient les plus importantes réserves de gaz naturel en Afrique, avec 210,5 milliards de pieds cubes de réserves prouvées en 2025, selon la Nigerian Upstream Petroleum Regulatory Commission (NUPRC).

Pourtant, faute d'infrastructures suffi-

santes pour le valoriser, le pays a brûlé 323 milliards de pieds cubes standard de gaz en 2025, soit une perte estimée à 1,1 milliard de dollars, d'après des chiffres du National Oil Spill Detection and Remediation Agency (NOSDRA) publiés en mai.

Dans le cadre de son initiative « Decade of gas » lancée en 2021, le Nigeria s'est fixé l'objectif de porter sa production nationale de gaz à 10 milliards de pieds cubes par jour d'ici 2027, contre environ 8 milliards actuellement, selon la NUPRC.

Le gouvernement souhaite également ramener le torchage du gaz à zéro d'ici 2030. Dans ce contexte, en optant pour le GNC plutôt que le diesel, le NCDMB envoie un signal concret en faveur de la valorisation du gaz domestique.

Agence

FACE À LA DÉBANDADE DE LA TECH

# Les Bourses mondiales cèdent du terrain

Les Bourses mondiales évoluent dans le rouge mardi, ployant sous le poids des doutes concernant la rentabilité de l'intelligence artificielle et les gigantesques valorisations dans les secteurs de la tech et des semi-conducteurs.

En Europe, à la mi-séance, vers 11H20 GMT, Francfort perdait 1,16%, Milan 1,30%, Paris 0,75%, et Londres 0,49%. A Wall Street, le contrat à terme sur le Nasdaq, l'indice spécialisé sur les valeurs technologiques, reculait de 2,71%. Celui sur l'indice élargi S&P 500 cédait 1,38%. Pour le Dow Jones, il reculait de 0,53%. En Asie, Tokyo a cédé 3,55% et Taipei 1,34%. Séoul a dégringolé de 9,99%. L'humeur des marchés est plombée par "la correction des valeurs technologiques", résume John Plassard, de Cité Gestion Private Bank. A Wall Street, la veille, les géants du secteur avaient déjà chuté, à l'image de Meta (-2,32%), Microsoft (-3,20%), SpaceX (-16,40%). Cela a notamment fait suite à l'annonce "de SpaceX d'emprunter jusqu'à 20 milliards de dollars", rappelant que sa "récente introduction en Bourse n'a pas suffi à apaiser les besoins de financement de l'entreprise", selon Ipek Ozkardeskaya, de Swissquote Bank. Cette annonce a réveillé des craintes, qui font régulièrement surface, quant aux valorisations du secteur et à la rentabilité

future de ses investissements massifs pour développer l'intelligence artificielle. Les inquiétudes suscitées par le départ de deux de ses spécialistes de l'intelligence artificielle, pour rejoindre des concurrents ont d'autant plus plombé Alphabet, qui a chuté de 5,02%. Enfin, "les marchés commencent à prendre conscience que la Réserve fédérale américaine (Fed) pourrait relever ses taux dès juillet", face à la montée de l'inflation dans la première économie mondiale, selon Neil Wilson, de Saxo Markets. Or, "nous avons assisté à un afflux de capitaux si massif et si rapide vers les secteurs de la technologie et de l'IA que ce type de réévaluation des taux ne manquera pas d'entraîner des sorties précipitées", a-t-il ajouté.

**Les semi-conducteurs en souffrance**

Les entreprises de semi-conducteurs, indispensables pour construire les centres de données où sont entraînés les modèles d'IA, dévissent partout. A Séoul, Samsung Electronics a dégringolé de 12,31% et SK hynix de 12,47%. A

Tokyo, Kioxia a dévissé de 15,09%. En Europe, Infineon 5,39% à Francfort, ASML perdait 4,90% à Amsterdam et STMicroelectronics 7,77% à Paris. Ce secteur est devenu au fil des mois le principal moteur des marchés d'actions mondiaux. Mais désormais, "les investisseurs prennent quelques bénéfices après ce "spectaculaire rallye+", estime John Plassard.

**Le pétrole se stabilise**

Autre point d'attention des marchés: les discussions entre Téhéran et Washington pour aboutir à un accord final au Moyen-Orient. Ces discussions ont permis de poser des "bases très solides" pour "un accord final réussi", s'est félicité lundi le vice-président américain JD Vance. Les Etats-Unis annonçant une suspension de deux mois des sanctions sur le pétrole iranien. Reste que Téhéran a répété mardi vouloir garder le contrôle sur le détroit d'Or-

muz, et a refusé l'accès à ce stade d'inspecteurs nucléaires de l'AIEA à ses sites clés bombardés, nouveau point d'achoppement dans le règlement du conflit au Moyen-Orient. Sur le terrain, la situation reste incertaine. Le Hezbollah a dénoncé mardi une "violation flagrante" du cessez-le-feu après des tirs israéliens ayant fait deux morts dans le sud du Liban, selon un média d'Etat, malgré une accalmie depuis samedi soir. Après avoir ouvert en recul, vers 11H10 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, référence mondiale, restait stable (-0,04%) à 77,87 dollars. Son équivalent nord-américain, le WTI, était aussi à l'équilibre (-0,03%) à 73,84 dollars. Le dollar prenait 0,26% face à l'euro, à 1,1398 dollar pour un euro. Côté obligataire, le taux d'intérêt à échéance dix ans de la dette allemande, référence européenne, atteignait 2,92%, contre 2,95% la veille en clôture.

R.I.

## La Bourse de Paris recule, la tech inquiète

La Bourse de Paris recule mardi, face au retour des craintes concernant la rentabilité de l'intelligence artificielle et les gigantesques valorisations des valeurs de la tech et des semi-conducteurs. Le CAC 40 cédait 0,80%, vers 9H50 à 8.333,25 points, en recul de 66,34 points. La veille, l'indice vedette parisien avait perdu 0,25%. "Les inquiétudes liées au secteur technologique ont pris le dessus sur l'optimisme des investisseurs face aux progrès dans les négociations entre l'Iran et les Etats-Unis", explique Jim Reid, économiste pour la Deutsche Bank. A Wall Street, la veille, les géants du secteur ont chuté à l'image de Meta (-2,32%), Microsoft (-3,20%), SpaceX (-16,40%). Cela a notamment fait suite à l'annonce "de SpaceX d'emprunter jusqu'à 20 milliards de dollars", selon Ipek Ozkardeskaya, de Swissquote Bank, qui rappelle que sa "récente introduction en Bourse n'a pas suffi à apaiser les besoins de financement de l'entreprise". Cette annonce a réveillé les craintes des investisseurs quant aux valorisations du secteur et à la rentabilité de ses investissements massifs pour développer l'intelligence artificielle. Les inquiétudes suscitées par le départ de deux spécialistes de l'intelligence artificielle d'Alphabet pour rejoindre des concurrents ont d'autant plus plombé le titre, qui a chuté de 5,02%. Dans ce contexte, les entreprises de semi-conducteurs, indispensables pour construire les centres de données où sont entraînés les modèles d'IA, dévissent partout. A Paris, STMi-

croelectronics cédait 5,53% à 65,55 euros et Soitec 7,11% à 120,25 euros. Autre point d'attention des marchés: les discussions entre Téhéran et Washington pour aboutir à un accord final au Moyen-Orient. Téhéran a répété mardi vouloir garder le contrôle sur le détroit d'Ormuz, tandis que s'est achevé le round de négociations avec les Américains débuté le week-end en Suisse pour tenter de mettre fin à la guerre au Moyen-Orient. Ces discussions ont permis de poser des "bases très solides" pour "un accord final réussi", s'est félicité lundi le vice-président américain JD Vance, les Etats-Unis annonçant une suspension de deux mois des sanctions sur le pétrole iranien. Dans ce contexte, le pétrole continuait de reculer. Vers 9H50, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, référence du marché mondial, reculait de 1,72% à 76,56 dollars. Son équivalent nord-américain, le WTI, perdait 1,67% à 72,63 dollars. Côté obligataire, le taux d'intérêt à échéance dix ans de la dette française atteignait 3,69%, contre 3,70% la veille en clôture. Médicament approuvé pour Sanofi Le géant pharmaceutique français Sanofi a annoncé mardi que la Commission européenne avait formellement approuvé un de ses médicaments, le Cenrifki (tolébrutinib), pour le traitement de la sclérose en plaques, deux mois après un avis favorable de l'Agence européenne du médicament (EMA). Son titre prenait 1,13% à 73,31 euros.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 23 Juin 2026				
Valeur : 26 Juin 2026				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.3714	133.3864
1	EUR	EURO	152.1768	152.2206
1	GBP	POUND STERLING	176.4172	176.4370
100	JPY	JAPANESE YEN	82.5880	82.6075
1	CNY	CHINESE YUAN	19.6507	19.6555
1	CHF	SWISS FRANC	164.7781	164.8170
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.0759	94.0931
1	DKK	DANISH KRONE	20.3583	20.3646
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.7913	13.7960
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.6599	13.6805
1	AED	UAE DIRHAM	36.3143	36.3203
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.5240	35.5299
1	KWD	KUWAITI DINAR	433.4462	433.6359
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.9148	45.3662
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2963	14.2979
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.7708	20.8772
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3293	3.3397
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	181.2185	181.2185

POINT-MARCHÉS

## Les Bourses européennes calent après des PMI décevants

Les principales places boursières européennes évoluent en nette baisse mardi, pénalisées par des indicateurs d'activité décevants en zone euro et en Allemagne, dans un contexte d'attentisme des investisseurs et de prises de bénéfices, particulièrement marquées dans les secteurs technologique et automobile. Peu avant midi, le CAC 40 reculait de 0,79% à 8 334 points et l'Euro Stoxx 50 de 1,29%. Les enquêtes préliminaires S&P Global/HCOB ont montré que l'activité du secteur privé allemand s'est contractée en juin à son rythme le

plus rapide depuis 18 mois. L'indice PMI composite flash est ressorti à 48,0, contre 48,8 en mai et un consensus de 49,6. Le repli est principalement attribuable à une détérioration de l'activité dans les services. En France, la contraction de l'activité s'est en revanche atténuée plus fortement qu'attendu. L'indice PMI composite flash est remonté à 47,6 en juin, contre 44,9 en mai, dépassant les attentes des économistes qui tablaient sur 46,4. L'amélioration a concerné à la fois les services et l'industrie manufacturière. En zone euro, l'indice des directeurs

d'achat (PMI) composite, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est ressorti à 49,5 en juin, contre 49,1 attendu après un précédent à 48,5. Le PMI dans les services est passé de 47,7 à 48,9. Il était anticipé à 48,6. Le PMI dans le secteur manufacturier est passé de 51,6 à 51,3. Il était attendu à 51,6. Les investisseurs surveilleront désormais la publication, à 15h45, de l'indice PMI composite préliminaire de S&P Global aux Etats-Unis pour le mois de juin.

**Des valeurs en mouvement**

Sur les marchés actions, le compartiment technologique figure parmi les plus fortes baisses. Infineon recule de 4,8%, STMicroelectronics de 7,21% et Aixtron de 5,11%, les investisseurs réduisant leur exposition à un secteur qui avait fortement progressé ces derniers mois. Le secteur automobile est également sous pression. Renault (-5,21%), Stellantis (-4,16%) et Volkswagen (-2,58%) souffrent après la publication de données de l'ACEA montrant que les constructeurs européens histo-

riques ont continué de perdre du terrain en mai face à la concurrence croissante des marques chinoises. À l'inverse, Heineken progresse de 2,68% après avoir annoncé la nomination de Rafael Oliveira au poste de directeur général du groupe. Sur le plan géopolitique, la décision des Etats-Unis de suspendre pendant 60 jours certaines sanctions visant le pétrole iranien contribue à détendre les marchés de l'énergie. Les cours du brut refluent ainsi sous le seuil des 80 dollars le baril. Sur le marché des changes, l'euro cède 0,16% à 1,1408 dollar.

## ESPAGNE PRISE AU PIÈGE DE LA CRISE LOCATIVE

# Jusqu'à 50 % du salaire pour le logement

La rémunération moyenne calculée par une étude d'un portail immobilier affiche une hausse de 12 points de pourcentage depuis 2019. La Communauté de Madrid et la Catalogne (où 70 % du salaire y est consacré) arrivent en tête du classement par communautés autonomes.

Les preuves de la crise du logement que traverse l'Espagne sont publiques et évidentes. Sur le marché locatif, la hausse cumulée depuis 2022 avoisine 30 %, selon le CIS, tandis que la construction de logements - données de PwC-reste depuis 2010 à des niveaux historiquement bas, avec une moyenne de 83 000 logements par an, contre 315 000 en moyenne entre 1970 et 2010. En outre, le parc de logements sociaux est clairement insuffisant selon la Banque d'Espagne: entre 1,5 % et 3,3 % du total, contre une moyenne de 9,3 % dans l'UE. Les signaux d'alarme proviennent désormais même du secteur immobilier lui-même, largement critiqué par des plateformes comme le Syndicat des locataires

pour son absence de mesures fermes contre les fonds vautours ou les expulsions de personnes vulnérables. Le portail Fotocasa, intermédiaire de transactions immobilières, estime qu'en 2025 les Espagnols vivant en location ont consacré en moyenne 50 % de leur salaire à leur logement. Ces données (calculées à partir des salaires moyens proposés dans les offres d'emploi publiées sur la plateforme InfoJobs, une radiographie peu réaliste) sont supérieures à celles d'autres études similaires. Le laboratoire d'idées Funcas (source en espagnol) estime que les jeunes, l'un des groupes les plus touchés, consacrent environ 35 % de leur budget: soit encore deux points au-dessus du pla-

fond généralement recommandé par les économistes pour ces dépenses, c'est-à-dire un tiers du salaire au maximum. Fotocasa calcule que la part moyenne du salaire consacrée au loyer passe de 38 % en 2019 à 50 % en 2025, tout en tenant compte des disparités entre communautés autonomes: de 29 % pour les habitants d'Estrémadure à 71 % pour les Madrilènes. Les chiffres sont cohérents pour le reste du classement des communautés autonomes, et ce sont les suspects habituels - le Pays basque, les archipels des Canaries et des Baléares, la Catalogne et la Communauté valencienne - où les résidents paient le plus.

R. I.

### PORTUGAL

## Le PIB stagne au 1er trimestre, croissance de 2,3% sur un an

Le PIB du Portugal a stagné au premier trimestre 2026 par rapport aux trois derniers mois de 2025, mais le pays ibérique a enregistré une croissance économique de 2,3% en glissement annuel, selon une estimation provisoire publiée jeudi par l'Institut national des statistiques (Ine). Au quatrième trimestre de l'année dernière, l'activité économique avait progressé de 0,9%

en variation trimestrielle, et de 1,9% sur un an. Contribuant à la stagnation observée au premier trimestre, "la contribution de la demande intérieure nette à la variation trimestrielle du PIB est devenue négative, reflétant un redressement des importations de biens et services plus marqué que celui des exportations de biens et services", a précisé l'Ine. "A l'inverse, la contribution de la

demande intérieure est devenue positive, avec une forte accélération de l'investissement, tandis que la consommation privée a ralenti", a ajouté l'office statistique dans un communiqué. Fin mars, la Banque du Portugal (BdP) a abaissé sa prévision de croissance économique pour cette année, désormais estimée à 1,8% contre 2,3% précédemment, et a relevé celle de l'inflation, à 2,8%, en raison notam-

ment du conflit au Moyen-Orient. L'économie portugaise a enregistré une croissance de 1,9% sur l'ensemble de l'année dernière, contre une hausse de 2,1% en 2024. Le Portugal avait ainsi fait mieux que la zone euro, dont il fait partie, et où l'activité économique a progressé de 1,5% l'an dernier.

Agence

### POUR DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE D'ICI 2028

## Les États-Unis veulent un premier ordinateur quantique utilisable

Donald Trump a signé deux décrets destinés à accélérer les ambitions américaines dans l'informatique quantique. L'un d'eux prévoit d'accélérer la transition des administrations vers des technologies de cryptographie post-quantique. Le président américain Donald Trump a pris lundi deux décrets relatifs à l'informatique quantique, dont l'un vise le lan-

cement, à moyen terme, du premier ordinateur quantique susceptible d'être utilisé pour de la recherche scientifique par le gouvernement américain. «Nous pensons que c'est faisable d'ici 2028», a déclaré le conseiller de la Maison-Blanche aux sciences et technologies, Michael Kratsios, lors d'un point de presse. Des ordinateurs quantiques ont déjà été déployés, mais ils présentent un taux

d'erreur encore trop important pour être utilisés à grande échelle et faire avancer, notamment, la recherche scientifique. En l'état, les acteurs américains les plus avancés de l'informatique quantique, à savoir IBM, Microsoft et Google, ont chacun comme objectif la mise au point d'un ordinateur quantique commercial d'ici 2029.

Agence

### MEXIQUE

## L'investissement privé a chuté de 3,5 % au T1 2026

L'investissement au Mexique démarre 2026 sur les chaussees de roues. Selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), la formation brute de capital fixe a reculé de 3 % en variation trimestrielle au T1 2026. C'est la sixième baisse trimestrielle consécutive et la pire performance pour un début d'année depuis 2009, hors 2020. La chute est tirée par l'investissement privé, en contraction de 3,5 % sur le trimestre. La hausse de 7,9 % de l'investissement public n'a pas suffi à

compenser: il représente moins de 15 % du total. Rapportée au PIB, la formation brute de capital fixe tombe à 21,2 % au T1 2026, contre 23 % au T4 2025. Le pays s'éloigne ainsi de l'objectif du Plan México fixé à 25 % du PIB pour 2026. Seule note positive: l'investissement direct étranger progresse de 10,4 % au T1 2026. Mais son poids reste limité, avec seulement 5,5 % de la valeur totale de l'investissement fixe brut sur la période.

### Rebond surprise de l'industrie en avril

Contrepoint au moral des investisseurs, l'activité industrielle a surpris à la hausse en avril. Elle affiche +1,8 % en glissement annuel, sa meilleure performance depuis près de deux ans et demi après -1,4 % en mars. En variation mensuelle, la progression atteint 2,1 %, un plus haut depuis 5 ans. Le secteur de la construction en est le principal moteur. Il passe de 4,4 % en mars à +10,2 % en avril, sa plus forte expansion depuis avril 2024. Il bénéficie

des projets d'infrastructure publique, du développement urbain et des chantiers liés à la Coupe du monde de football, lancée le 11 juin au Mexique. À l'inverse, les industries manufacturières restent à la peine: -0,3 % en avril, soit dix mois consécutifs en territoire négatif. Le chiffre à retenir: -3,5 % de croissance de l'investissement privé au T1 2026 en glissement trimestriel.

R. I.

### EN RAISON DES RÉPERCUSSIONS DE LA GUERRE AU MOYEN-ORIENT

## Le Royaume-Uni enregistré un emprunt supérieur aux prévisions

Le Royaume-Uni a enregistré un emprunt public supérieur aux prévisions, atteignant 23,3 milliards de livres sterling au cours du mois de mai dernier, dans un contexte marqué par les répercussions économiques de la guerre au Moyen-Orient. L'Office national des statistiques a indiqué dans un rapport publié aujourd'hui que l'emprunt net du secteur public - correspondant à la différence entre les dépenses et les recettes de l'État - a constitué le deuxième niveau le plus élevé jamais enregistré pour un mois de mai. Il a précisé que ce montant dépassait les prévisions de 5,6 milliards de livres sterling.

M. Tom Davies, statisticien en chef de l'Office, a déclaré que les emprunts contractés au cours des deux premiers mois de l'exercice budgétaire dépassaient d'environ 9 milliards de livres sterling ceux enregistrés durant la même période en 2025. Il a souligné que les dépenses consacrées au service de la dette, aux services publics, à l'investissement et aux prestations sociales avaient augmenté le mois dernier par rapport à la même période de l'année précédente, à un rythme supérieur à celui de la progression des recettes fiscales. Il a ajouté qu'au terme des deux premiers mois du nouvel exercice budgétaire, le volume total des emprunts atteignait 46,3 milliards de livres sterling, soit une hausse de 8,9 milliards par rapport à l'année précédente et un niveau supérieur de 7,7 milliards aux prévisions de l'Office for Budget Responsibility.

La Banque d'Angleterre avait maintenu son taux directeur inchangé à 3,75 %, estimant que l'inflation se rapprochait de l'objectif de 2 %. Toutefois, la hausse des prix des carburants résultant de la guerre au Moyen-Orient a entraîné une augmentation des coûts de l'énergie, maintenant le taux d'inflation à 2,8 % le mois dernier.

R. I.

## POUR REPENSER LE CINÉMA AVEC L'IA

# Google mise 75 millions sur A24, le studio derrière Backrooms

Google investit 75 millions de dollars dans le studio indépendant A24 et s'associe à son unité DeepMind pour développer de nouveaux outils d'IA destinés à la production et la distribution de films.

Hollywood et l'intelligence artificielle entretiennent depuis plusieurs années une relation pour le moins tendue. Procès, lettres de mise en demeure, prises de position publiques de réalisateurs : le secteur cinématographique a multiplié les signaux d'hostilité envers les entreprises technologiques. C'est dans ce contexte que Google annonce un partenariat inédit avec A24, le studio indépendant new-yorkais qui a imposé son nom comme une marque à part entière dans le paysage hollywoodien, notamment avec le récent succès Backrooms. Un accord qui tranche avec les rapprochements habituels entre la tech et le cinéma.

### Google investit pour la première fois dans un studio de cinéma

Google injecte environ 75 millions de dollars dans A24, une somme comparable à ce que le fonds Thrive Capital avait engagé lors du dernier tour de table en 2024, qui valorisait le studio à 3,5 milliards de dollars. C'est la première



fois que le géant de la recherche prend une participation dans un studio de cinéma. L'accord, pluriannuel et non exclusif, ne donne pas à Google accès à la bibliothèque de films et séries d'A24. Sur le plan opérationnel, c'est DeepMind, l'unité de recherche en IA d'Alphabet,

qui pilotera le volet technologique du partenariat.

De son côté, A24 s'appuiera sur A24 Labs, une équipe d'une vingtaine de personnes constituée autour de Scott Belsky, ancien cadre d'Adobe recruté l'an dernier. Cette cellule travaille déjà sur une application de story-boards générés par IA, ces esquisses visuelles utilisées pour anticiper les problèmes avant le début du tournage.

Belsky insiste sur une approche délibérément différente de ce que l'industrie tech a proposé jusqu'ici : « Nous pensons qu'il existe de meilleures utilisations qui préservent le contrôle créatif et soutiennent la prise de risques ». Les outils développés, précise-t-il, « ne ressembleront en rien aux IA de généra-

tion promptée que les gens trouvent inconfortables ». Via ces déclarations, A24 explique que l'IA sera utilisée pour aider à la création, et non pas pour réaliser des scènes ou des plans à moindre coût.

### De l'IA au menu pour la prochaine adaptation d'Elden Ring ?

L'alliance avec Google représente un mouvement stratégique ambitieux, mais potentiellement périlleux pour A24. Le studio doit une large part de sa réputation à son positionnement aux côtés de cinéastes émergents et d'un public jeune, précisément les audiences les plus critiques envers les géants technologiques et l'impact de l'IA sur la création. A24 n'en est pas moins en pleine phase d'expansion. Son chiffre d'affaires a plus que doublé en deux ans, porté par des budgets de production en hausse et une diversification dans la télévision non-scriptée, la musique et le théâtre. Le studio est actuellement en production sur son film le plus coûteux à ce jour, une adaptation du jeu vidéo Elden Ring dont le budget avoisine 175 millions de dollars, sous la direction d'Alex Garland. Il mène par ailleurs des discussions avec des investisseurs stratégiques internationaux pour financer des productions hors des États-Unis. Dans un Hollywood qui peine encore à trouver ses marques avec l'IA, A24 et Google font le pari que la technologie peut servir la création sans la menacer. On demande à voir.

Publicité



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
وزارة الثقافة والفنون  
المعهد العالي لمهن فنون العرض  
Institut Supérieur des Métiers des Arts du Spectacle  
ISMAS

Réf. 2026.../DG/ISMAS/2026

### MISE EN DEMEURE N° 02

- Vu le marché N° 056210117/MCA/2024/06 E, portant sur l'étude et le suivi de la réhabilitation de l'Institut Supérieur des Métiers des Arts du Spectacle et de l'Audiovisuel ;
- considérant la cadence très limitée des travaux restants à réaliser dans le cadre du marché, par rapport aux travaux (dans le cadre du projet et hors projet) ;
- considérant la mise en demeure N° 48/2026, portant ordre de service (ODS) en date du 15 mars 2023 ;
- considérant la mise en demeure N° 154 en date du 18 mars 2026, portant sur la mobilisation des ressources humaines et matérielles nécessaires, le respect des engagements contractuels, ainsi que la transmission d'un planning des travaux ;
- considérant la mise en demeure N° 233 en date du 23 avril 2026, accordant un délai de 15 jours à compter de sa date de notification, pour le renforcement de l'effectif qualifié affecté au chantier, la mobilisation des équipements, engins et matériels requis, la réorganisation des équipes et des méthodes d'exécution, la mise en œuvre d'un programme de rattrapage intensif, et la garantie de l'avancement des travaux conformément aux engagements contractuels ;
- considérant la mise en demeure N° 01 en date du 05 mai 2026, parue dans les journaux (*El Itihad* et *Les Enjeux Éco*) en date du 12 mai 2026 ;
- considérant l'expiration des délais contractuels en date du 17 avril 2026.
- considérant votre demande d'émission d'un ordre de service pour ces travaux au motif qu'ils constituent des travaux hors contrat, alors qu'ils sont inclus dans le marché et relèvent des lots de démolition et de maçonnerie.

L'Institut Supérieur des Métiers des Arts du Spectacle (ISMAS), sis au 02 Rue Larbi Tebessi – Bordj El Kiffan, en sa qualité de Maître de l'Ouvrage, met en demeure l'entreprise SLIM BUILDING, titulaire du marché susmentionné, dans un délai maximum de 15 jours à compter de la date de publication de la

présente mise en demeure, pour achever les travaux restants concernant les lots suivants :

- Lot Démolition ;
- Lot Maçonnerie ;
- Lot Peinture ;
- Lot Étanchéité ;
- Lot Chauffage Central ;
- Lot Réseau de Gaz Extérieur et Raccordement ;
- Lot Réservoir d'Eau ;
- Lot Réseau Anti-incendie.

En cas de non-respect par l'entreprise titulaire du marché de ses responsabilités et à défaut de réponse positive à cette mise en demeure, l'Institut se verra contraint d'appliquer les pénalités financières et les mesures coercitives, et ce, conformément au code des marchés publics et aux dispositions contractuelles.

## Le réseau X connaît une panne majeure, que se passe-t-il ?

X (ex-Twitter) connaît un nouvel épisode d'instabilité ce lundi 22 juin. Plusieurs utilisateurs constatent que le fil d'actualité et certains modules de la page d'accueil refusent de charger. Depuis le milieu de l'après-midi, le message « Something went wrong. Try reloading » remplace les publications sur l'onglet « Following » de X.com. Le bouton « Retry » proposé par l'interface ne permet pas de rétablir l'affichage du fil pour l'instant.

### Un dysfonctionnement qui dépasse le simple fil d'actualité

Sur les pages concernées, l'erreur ne se limite pas à la timeline : le module « Subscribe to Premium », habituellement affiché sans difficulté dans la colonne de droite, renvoie le même message d'échec. Plus bas dans cette même colonne, les sujets en tendance continuent pourtant de s'afficher normalement, ce qui suggère une panne partielle plutôt qu'un blocage généralisé de l'ensemble de l'interface. La cause semble se situer côté serveur plutôt que côté utilisateur : la demande arrive bien jusqu'à l'infrastructure de X, mais celle-ci ne parvient pas à y répondre, par exem-

ple parce qu'un composant intermédiaire, un réseau de diffusion de contenu ou une passerelle, se trouve surchargé ou mal configuré. Ce type de panne est déjà survenu, avec des problèmes situés sur les serveurs intermédiaires bloquant le chargement du fil tout en laissant apparaître certains éléments statiques de l'interface. Les outils de surveillance externes vont dans le même sens. À en juger par DownDetector, plusieurs utilisateurs font état de difficultés d'accès à X.com. Aucun délai de résolution n'a été confirmé à ce stade. Forcément, aucune communication officielle n'a, par ailleurs, été publiée sur les comptes ou la page de statut de X... Ce type d'incident s'est déjà produit à plusieurs reprises depuis le début de l'année. Une opération de maintenance programmée chez l'hébergeur Cloudflare, sur ses centres de Saint-Louis et de Genève, avait provoqué une panne comparable à la mi-janvier 2026, tandis qu'un précédent épisode, quelques jours plus tôt, avait empêché l'accès au fil d'actualité et aux publications pendant environ une heure, sans cause identifiée à l'époque. Le retour à la normale n'a pour l'instant pas été confirmé par X.

# Volkswagen a fait ses comptes : il y'a trop de modèles dans la gamme, certains vont

Après les années fastes, les plans produits sans limites, la course à la puissance et la variété des motorisations telle une démonstration de force pour étouffer la concurrence, le groupe comme la marque Volkswagen n'a d'autre choix que de réduire la voilure. Moins de plateformes techniques aussi pour simplifier la production et éviter les surcapacités. Une entreprise plus agile et plus efficace à l'horizon 2030 ?

Dans les années 1990 et 2000, le groupe, comme la marque Volkswagen, offrait des gammes tentaculaires. Une variété tant par le nombre de modèles au catalogue, que par la diversité des carrosseries au sein d'une gamme ou encore de motorisations. Avant le dieselgate, la marque de Wolfsburg ne se privait de rien. Imaginez, quand une entreprise peut se permettre de proposer des Golf, à quatre, cinq ou six cylindres avec parfois des niveaux de puissance très proche pour ne pas dire identiques ou encore jusqu'à 13 moteurs différents pour une Audi A6 au début des années 2000, c'est qu'elle n'a guère de soucis au niveau de la rentabilité. Mais depuis les choses ont bien changé. Il est fini le temps béni où la diversité était exagérément de mise, place à la rationalité !

## Une gamme plus rationnelle et plus rentable pour Volkswagen ?

Lors de l'assemblée générale annuelle mi-juin 2026, le groupe Volkswagen a présenté la prochaine étape de sa transformation, un plan reposant sur huit initiatives clés que la marque a publié sur son site. La plus importante étant la simplification de l'ensemble de la gamme. Clairement, le groupe Volkswagen réduira le nombre de modèles au catalogue et même le nombre de variantes de chacun d'eux. Par exemple, la seconde génération du SUV T-Roc



ne sera livrable qu'en 5 portes, le cabriolet ne sera plus d'actualité. Et par le passé, le catalogue de l'Audi A3 a déjà réduit de 4 (berlines à 3, 4 et 5 portes, plus le cabriolet) à trois silhouettes (A3 Sportback, A3 berline et A3 Allstreet).

## Jusqu'à 50 000 emplois supprimés dans le groupe Volkswagen

Pour le groupe, l'objectif est de privilégier

les produits à fort volume de ventes en misant sur les modèles les plus populaires plutôt que de maintenir une multitude de modèles aux performances moyennes. Une stratégie qui s'inscrit dans la logique du programme de réduction des coûts de production dans les usines allemandes qui, en 2025, ont été réduits de 20%. Avec pour corollaire, d'ici la fin de la décennie, jusqu'à 50 000 emplois supprimés au sein de Volkswagen, Audi, Porsche et de sa fi-

liale de logiciels CARIAD, la division "logiciel" du groupe qui peine aujourd'hui à renaître de ses cendres. Rappelons qu'à l'origine, des accords ont déjà été signés pour le départ de plus de 28 000 employés. Mais cela ne pas suffisant pour transformer le géant automobile en une entreprise plus agile et plus efficace.

## Réduire le nombre de plateformes

Ce qu'annonce aujourd'hui Volkswagen n'a toutefois rien d'inédit. On retrouve aussi chez Renault comme chez Stellantis la stratégie de la réduction du nombre de plateforme afin de rationaliser les projets et simplifier la production sur les sites industriels. Le groupe entend remédier aux surcapacités des usines où la demande ne correspond plus à la production. Sans perdre de vue que le marché chinois sur lequel Volkswagen a eut des vues dès la fin des années 1970 et l'a investi en pionnier dès le milieu des années 1980, n'est plus l'eldorado qu'il a été.

Aussi, si tout se déroule comme prévu, le groupe VW espère réaliser des économies nettes annuelles de plus de 6 milliards d'euros d'ici 2030. Néanmoins, réduire ne signifie pas que le groupe Volkswagen ralentit son offensive produit, l'entreprise a lancé plus de 30 nouveaux modèles l'an dernier et prévoit d'en introduire 20 autres en 2026.

## La nouvelle citadine électrique deux places Smart #2 se dévoile un peu plus !

La Smart Fortwo s'apprête à revenir sous une forme nouvelle. Baptisée Smart #2, cette future micro-citadine électrique sera dévoilée au Mondial de l'Auto de Paris 2026. Mais au-delà de son gabarit minuscule, perçu comme un retour aux sources, c'est surtout son habitacle inédit, sa plateforme développée spécifiquement pour elle et son autonomie en hausse qui pourraient redéfinir la recette de cette petite Smart. Après plusieurs années consacrées aux SUV électriques, Smart s'apprête à revenir à ses origines. Et cette fois, la marque entend prouver qu'une voiture de moins de trois mètres peut encore avoir sa place dans une industrie où les modèles ne cessent de grandir.

## Smart #2, une banquette unique et une planche de bord en S

Pour la première fois pour la marque, Smart renonce au duo de sièges séparés pour adopter une banquette qui court d'une extrémité à l'autre de l'habitacle. L'idée est créer une ambiance plus « salon » et, plus prosaïquement, faciliter la sortie côté trottoir quand on est collé à un mur ou à une autre voiture.

L'idée n'est pas censée n'être qu'une question de style. Les ingénieurs ont cherché à retrouver cette sensation d'ouverture qui avait contribué au succès de la première Smart de la fin des an-

nées 1990. L'absence de séparation rigide entre les occupants permet de dégager le plancher, tandis que plusieurs rangements ont été intégrés directement dans l'assise avec un rangement central intégré et des commandes comme les lève-vitres en position médiane. En dessous se cache un tiroir avec porte-gobelets ; en face, un double chargeur de smartphones à induction est disposé verticalement pour libérer l'espace aux jambes, et peut pivoter. Toutefois la marque ne donne pas de visuel global pour le moment et préfère attendre la présentation à Paris.

Si cette approche ouvre visuellement l'habitacle, il faudra voir ce que donnera la gestion de cet espace au quotidien, avec notamment les ancrages de ceinture et le maintien latéral. La planche de bord participe elle aussi à cette recherche d'espace. Son dessin en forme de vague ou de « S » traverse l'habitacle sans rupture visuelle. Destinée à regrouper les commandes de façon intuitive et à optimiser chaque centimètre, on attend un combiné numérique derrière le volant, une instrumentation centrale compacte et une interface qui devrait restée proportionnée à la taille de la voiture.

## Une plateforme inédite pour la future Smart #2

Le véritable enjeu de cette nouvelle génération est de trouver un



moyen remplacer la Fortwo sans sacrifier ce qui faisait sa singularité, c'est à dire un encombrement minimal et sa maniabilité. La Smart #2 inaugure donc une base technique inédite, l'ECA (Electric Compact Architecture), développée spécifiquement pour la voiture contrairement aux précédentes Fortwo qui partageaient leur base technique avec Renault. Le moteur électrique prend place à l'arrière et entraîne les roues postérieures. Aussi, les ingénieurs ont retenu une suspension arrière multibras indépendante, une solution rare sur ce segment qui devrait améliorer le confort. La batterie, d'une capacité de 35,7 kWh, est disposée transversale-

ment sous la partie centrale du plancher. Elle devrait assurer environ 300 km WLTP, soit plus du double de la Fortwo EQ qui peine à dépasser les 130 km. Cette valeur reste à confirmer sur la version de série, mais non seulement elle permettrait de sortir des centres urbains mais surtout, elle autoriserait une charge de 10 à 80% en moins de 20 minutes sur une borne rapide. Là aussi c'est une nouveauté puisque la précédente mouture ne pouvait accepter plus que du 22 kW. Enfin, en matière de sécurité, Smart réinterprète son concept historique de cellule de protection. La Tridion, précédemment mise en scène visuellement par une forme

de C qui courait du plancher jusqu'à la jonction du capot et du montant de pavillon disparaît au profit d'une structure interne modernisée, intégrée à la carrosserie plutôt qu'exposée. Les ingénieurs évoquent un niveau de protection conforme aux exigences les plus récentes, dans un gabarit qui demeure sous les 2,80 m et capable d'offrir un rayon de braquage annoncé de 6,95 mètres.

## Un positionnement premium

Si la #2 est appelée à devenir le modèle d'accès de la gamme Smart en Europe, sous les #1 et #3, il y a peu de chance pour que le modèle se positionne en face des citadines à 20 000 € comme la Twingo E-Tech, qui sera sans doute l'une de ses principales concurrentes. En dépit de sa petite taille, la Smart n'a historiquement jamais été la moins chère de son segment, d'autant plus que sa production chinoise la condamne aujourd'hui à subir les droits de douane additionnels imposés par l'Union européenne. Ironie de l'histoire car en réalité elle présente des caractéristiques qui la rapprochent des futures E-Car de Stellantis comme la 2 CV ou la future Panda, mais ces dernières devraient plutôt se situer autour des 15 000 €. La présentation définitive est prévue lors du Mondial de Paris à l'automne 2026, nous en saurons certainement plus à ce moment là.



## Le Brent en légère baisse, à moins de 77,5 dollars

Les cours du pétrole étaient en légère baisse mardi, le marché observant davantage les évolutions des tensions dans la région du Golfe et du Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, perdait 0,67% en début d'échanges, à 77,38 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermedia, pour livraison en août, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, cédait 0,56% à 73,45 dollars.



### OPEP

## La demande mondiale devrait bondir de 23 % d'ici 2050

Par S. R.

Les perspectives énergétiques mondiales continuent d'écarteler le scénario d'un recul rapide des hydrocarbures. Dans la 20<sup>e</sup> édition de son rapport sur les perspectives mondiales du pétrole, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) prévoit une hausse de 23 % de la demande mondiale d'énergie primaire à l'horizon 2050, portée par la croissance économique, l'augmentation de la population mondiale, l'urbanisation et l'essor des industries à forte intensité énergétique.

Commentant les conclusions du rapport, le secrétaire général de l'OPEP, Haitham Al Ghais, a souligné que les hydrocarbures continueront d'occuper une place centrale dans le système énergétique mondial. « Les prévisions montrent clairement qu'il sera nécessaire de mobiliser l'ensemble des sources d'énergie pour répondre à la croissance de la demande mondiale », a-t-il affirmé, estimant que la recherche d'un équilibre entre sécurité énergétique, accessibilité de l'énergie et développement durable demeure un défi majeur pour les décennies à venir.

L'organisation considère que la lutte contre la précarité énergétique restera également un enjeu central. Selon les données citées dans le rapport, relayées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », près de 1,2 milliard de personnes vivent encore dans des zones où l'accès à l'énergie demeure limité, tandis que 2,3 milliards d'individus ne disposent pas de solutions de cuisson propres. Dans ce contexte, l'OPEP plaide pour une transition énergétique progressive et adaptée aux réalités économiques et sociales de chaque pays. Le rapport souligne également que la demande pétrolière ne devrait pas atteindre son pic dans les prochaines décennies. L'organisation anticipe une consommation mondiale de pétrole pouvant atteindre 124 millions de barils par jour d'ici 2050, confortant ainsi le rôle du brut dans le mix énergétique mondial malgré la montée en puissance des énergies renouvelables.

ELLE A PROGRESSÉ DE 7,1 % EN AVRIL 2026

## La production algérienne de gaz retrouve son élan

Par S. R.

Après plusieurs mois marqués par des fluctuations, l'industrie gazière algérienne affiche des signes encourageants. La production nationale de gaz naturel a atteint 8,447 milliards de mètres cubes en avril 2026, contre 7,885 milliards de mètres cubes à la même période de l'année précédente. Cette hausse de 7,1 %, équivalent à plus de 560 millions de mètres cubes supplémentaires, confirme la capacité du secteur à maintenir sa dynamique dans un contexte énergétique international encore incertain.

Cette progression intervient alors que l'Algérie poursuit ses efforts pour accroître ses capacités de production et consolider sa place parmi les principaux fournisseurs de gaz du bassin méditerranéen et du marché européen, a indiqué la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Le pays mise notamment sur le développement de nouveaux gisements et sur l'intensification des activités d'exploration afin de soutenir durablement la croissance du secteur. Si la production d'avril demeure inférieure au niveau enregistré en mars dernier, qui avait atteint 9,669 milliards de mètres cubes, le bilan des quatre premiers mois de l'année reste largement positif. Entre janvier et

avril 2026, la production cumulée s'est établie à 37,499 milliards de mètres cubes, contre 35,747 milliards de mètres cubes durant la même période de 2025, soit une progression de 5 %. Cette évolution traduit une tendance globalement favorable malgré les variations mensuelles observées depuis le début de l'année.

Parallèlement, la demande intérieure continue d'augmenter. La consommation nationale de gaz a atteint 4,242 milliards de mètres cubes en avril, en hausse de 11,2 % par rapport aux 3,816 milliards de mètres cubes enregistrés un an plus tôt. Cette croissance est principalement portée par le secteur de la production d'électricité, qui a consommé à lui seul 1,68 milliard de mètres cubes durant le mois, contre 1,61 milliard à la même période de 2025. Le gaz naturel demeure ainsi la principale source d'alimentation du système électrique national, représentant près de 99 % du mix de production.

Sur le plan commercial, les exportations algériennes de gaz ont également progressé. Les ventes totales, incluant le gaz acheminé par gazoducs et le gaz naturel liquéfié (GNL), ont atteint 3,937 milliards de mètres cubes en avril 2026, contre 3,8 milliards de mètres cubes un an auparavant, soit une hausse de 3,6 %. Les exportations

par gazoducs ont constitué l'essentiel de ces volumes avec 3,074 milliards de mètres cubes, en progression par rapport aux 2,779 milliards enregistrés en avril 2025. Malgré le recul des exportations de GNL, passées de 1,02 milliard à 864 millions de mètres cubes sur un an, les perspectives demeurent favorables. Les dernières statistiques font état d'exportations de 1,03 million de tonnes en mai 2026, soit l'équivalent de 1,4 milliard de mètres cubes, leur niveau le plus élevé depuis sept mois.

Dans ce contexte, l'Algérie poursuit sa stratégie de valorisation de ses ressources en hydrocarbures. Le pays attend notamment les résultats de la deuxième phase de son programme d'attribution de périmètres d'exploration couvrant sept zones potentielles pour le pétrole et le gaz. Cette initiative fait suite à l'attribution, l'an dernier, de cinq blocs à des compagnies internationales dans le cadre du premier appel d'offres organisé depuis 2014. Les ressources ciblées sont estimées à près de 700 milliards de mètres cubes de gaz naturel et 560 millions de barils de pétrole, un potentiel susceptible de renforcer davantage la position du pays sur les marchés énergétiques internationaux.

### Chronique Eco

#### d'Anouar El Andaloussi

## L'Iran gagne la guerre économique. Mais pas que ça.

Lorsqu'on rentre dans une guerre on ne sait jamais comment elle va se terminer et encore moins de savoir en faveur de qui, même si les rapports de force peuvent mettre sur le papier le vainqueur. La Guerre Iran contre les USA et Israël est totalement disproportionnée du point de vue des puissances en présences et surtout asymétrique. Au plan militaire proprement dit, Américains-Israéliens et Iraniens ont eu des « échanges » de haut niveau : bombardements aériens des infrastructures militaires et civiles iraniens contre missiles à longue portée sur Israël et autres alliés des USA. Les iraniens ont eu l'initiative d'agir sur le détroit d'Ormuz. En effet, sa fermeture a eu un effet désastreux pour toute l'économie mondiale. 25% de l'énergie mondiale et des quantités énormes de matières premières de première importance pour l'agriculture et l'industrie (azote, urée, engrais...) sont restées confinées dans le golfe arabo-persique. La bataille de Trump pour un pétrole bon marché et une inflation à minima est battue en brèche. Trump, pris à la gorge, ne lui restait que la négociation. Cette dernière a finalement

abouti à la signature d'un Memorandum d'Entente devant conduire, après 60 jours de négociation, à un Accord final.

C'est sur le plan économique et financier que l'Iran a le plus gagné, c'est-à-dire sur le terrain de prédilection de Trump. Sur au moins trois points (sur 14), les iraniens ont obtenu des bénéfices auxquels ils n'avaient pas peut-être beaucoup espéré, tant l'Amérique est très avare quand il s'agit de l'Argent. D'abord le point 6 annonce que les USA s'engagent avec leurs partenaires régionaux à élaborer un plan estimé, selon certaines sources, à 300 Mds \$ destiné à la reconstruction et au développement de la République Islamique d'Iran. Il va sans dire que les pays du Golfe y seront les principaux contributeurs. Ensuite le point 10 du Memorandum prend acte des USA pour restituer les fonds iraniens gelés soit dans les banques américaines, soit par le système financier dans d'autres pays, dont le Qatar, la Chine, la Corée, et qui s'élèvent selon certaines estimations à presque 100 Mds \$. Enfin, le point 11 ordonne au Ministère du Trésor américain à donner des dérogations

à l'effet de permettre aux iraniens de vendre librement leur pétrole sur les marchés mondiaux. Sur le même registre, les USA accordent toutes les licences, dérogations, autorisations nécessaires aux transactions financières relatives à l'exécution des dispositifs précédents. Ainsi, les Iraniens pourront engranger dans 60 jours plus de 500 Mds \$.

Les Iraniens ont frappé là où ça fait mal, pour les USA et pour le monde, l'économie. La fermeture du détroit a été le coup fatal. Comme quoi la force seule ne suffit pas pour gagner une guerre ; la stratégie et le ciblage des objectifs en face des vulnérabilités de l'ennemi peuvent faire la différence.

Les USA ont toujours considéré deux invariants ou deux constantes non négociables dans leurs relations internationales : la défense d'Israël et le contrôle du pétrole ou plus précisément le contrôle des pétrodollars. L'Iran a eu l'audace de toucher aux deux suite à l'agression qu'il a subie. « America First » est devenue une réalité.

Si cet Accord est conclu, l'Iran aura gagné aussi au plan géopolitique. Le

Moyen-Orient ne sera plus comme avant. D'abord, sans les USA, Israël ne pourrait plus exister dans sa forme actuelle raciste, expansionniste et hégémonique. Ensuite, les élites arabes, alliés aux thèses sionistes, seraient éliminées par les peuples de cette région. La rue arabe est majoritairement pro-iranienne.

Cette situation ne laissera pas la Turquie indifférente, il y va de sa sécurité et de sa position dans l'échiquier régional. Elle a commencé à se démarquer d'Israël, car le Leadership de l'Iran dans la région est une véritable menace pour son influence. L'avantage de la Turquie en raison de son appartenance au courant religieux dominant (Sunit, par opposition à l'Iran Shiite, minoritaire) et celui économique (présence réelle dans les pays arabes) suffiraient-ils à lui donner un Leadership sur la région ? Rien n'est moins sûr. L'Égypte, leader arabe depuis les années 50/60, est totalement neutralisée du jeu géopolitique dans la région arabe.